



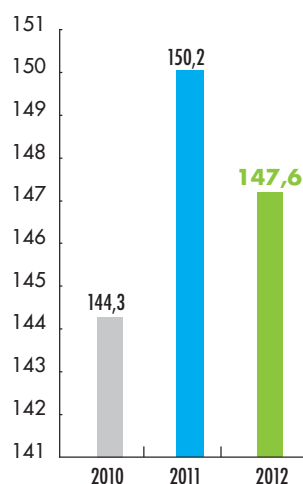
SĒCURĪDEV

Rapport Annuel 2012

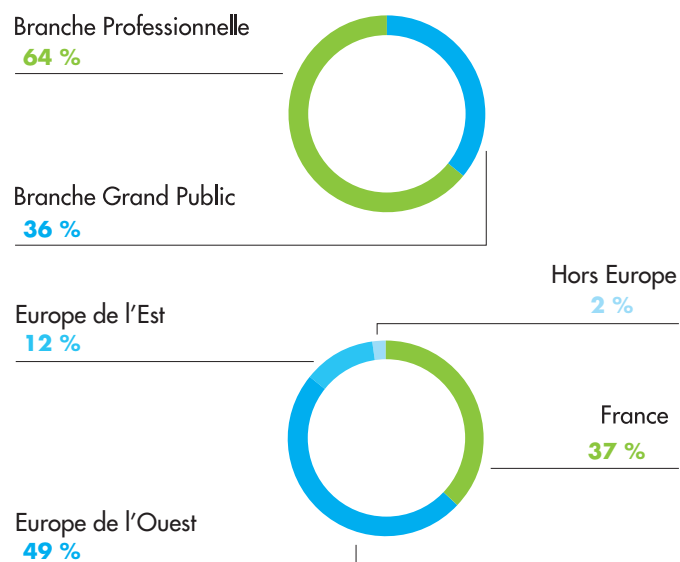




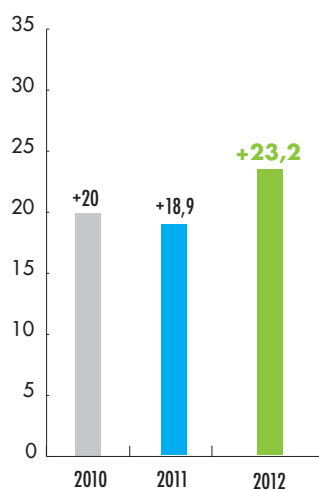
Evolution du chiffre d'affaires en millions d'euros



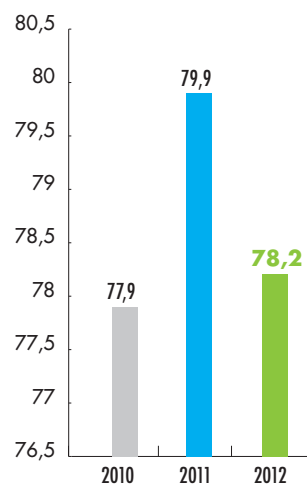
Répartition des ventes en 2012



Evolution de la trésorerie financière nette en millions d'euros

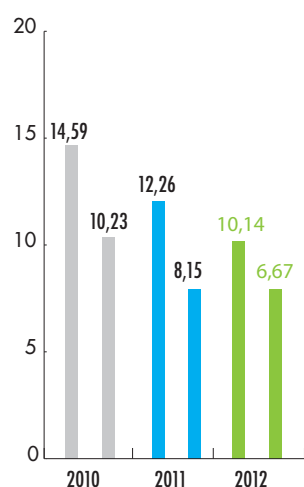


Evolution des capitaux propres en millions d'euros



1 . Rapport de Gestion

Evolution du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe en millions d'euros



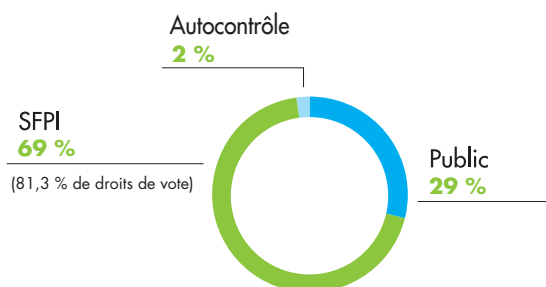
Données par action

En euros	2010	2011	2012
Résultat net par action part du groupe	4,19 €	3,42 €	2,81 €
CAF par action	6,15 €	6,44 €	6,00 €
Dividende net	1,50 €	1,50 €	1,25 €
NB titres (hors auto-contrôle)	2 436 065	2 387 746	2 387 746

Place de cotation : Euronext Paris
 Compartiment C
 Code ISIN : FR0000052839
 Code Reuter : SCDV
 Indice : CAC all shares

Evolution du cours de bourse sur 3 ans
 Cours au 30/04/2013 : 29,70 €

Répartition de l'actionnariat au 31/12/2012 en pourcentage (% en droits de vote)



Sommaire

1.	Mot du Président Directeur Général	2
2.	Rapport de gestion	3
3.	Comptes annuels au 31 décembre 2012	20
4.	Comptes consolidés au 31 décembre 2012	31
5.	Rapport du Président Directeur Général Etabli en application du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de Commerce	60
6.	Rapports des Commissaires aux Comptes	66
7.	Projet des Résolutions à l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2013	77

1. Le mot du Président Directeur Général

« Spécialiste européen des serrures et systèmes de sécurité »

SECURIDEV est un groupe industriel indépendant, spécialisé dans les serrures et systèmes de sécurité.

La vocation de SECURIDEV est de concevoir, de fabriquer et de commercialiser :

- **des systèmes mécaniques, électriques et électroniques de contrôle des accès** pour de grandes organisations et des sites à risque ;
- **des serrures pour matériels et équipements**, destinées aux industriels en fournissant des solutions clés en main, en liaison avec leurs bureaux d'études ;
- **des serrures pour le bâtiment**, offrant une large gamme reconnue d'équipements pour la première et la deuxième monte.

Le chiffre d'affaires consolidé 2012 affiche une baisse de 1,8 % par rapport à 2011 et s'élève à 147,52 M€, dont 63 % a été réalisé à l'étranger.

Le résultat opérationnel courant ressort à 11,36 M€ contre 13,24 M€ en 2011.

Le résultat net s'élève à 6,67 M€ contre 8,15 M€ en 2011, et la capacité d'autofinancement affiche une diminution de 9 % à 14,32 M€.

Le bénéfice net par action ressort à 2,81 € contre 3,42 € en 2011.

Sur l'ensemble de l'exercice, la branche Professionnelle enregistre une baisse de 3,2 % de ses ventes, tandis que la branche Grand Public connaît une amélioration de ses ventes de 1,0 %.

2. Rapport de gestion

**RAPPORT DE GESTION ET D'ACTIVITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 26 MARS 2013
SUR LES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES DU 7 JUIN 2013**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour :

- 1) soumettre à votre approbation la modification du mandat des administrateurs ainsi que la modification corrélative des statuts ;
- 2) vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice ;

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

MODIFICATION DE LA DUREE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS.

Afin de se conformer au code de gouvernement des Valeurs moyennes et petites, nous vous proposons de réduire à trois (3) années la durée du mandat des administrateurs. Si vous adoptez cette proposition, les prochaines nominations ainsi que les renouvellements de mandats se feront pour une durée de trois (3) années.

Il vous appartient, en conséquence de modifier le paragraphe 2) de l'article 14 « Conseil d'administration » des statuts, qui devra être rédigé comme suit :

« La durée des fonctions des administrateurs est de trois (3) années. Ils sont toujours rééligibles ».
Le reste du paragraphe demeure inchangé.

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

COMPTES ANNUELS

Présentation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Le compte de résultat fait apparaître un bénéfice net de 6 792 259 €, après déduction des amortissements et provisions réglementaires et justifiées, que nous vous proposons de répartir conformément aux statuts, comme il sera dit ci-après.

Activité et résultats financiers de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

1 – Activité de la Société

Dans le cadre du nouveau programme de rachat par la Société de ses propres actions autorisé par l'assemblée générale mixte des actionnaires en date du 29 novembre 2011, aucun titre n'a été acheté au cours de l'exercice.

Nous vous rappelons que l'autorisation relative à ce programme de rachat d'actions arrive à expiration le 24 mai 2013.

Nous avons créé une filiale en Espagne dénommée « SECURIDEV IBERICA, S.L. » détenue à 52 % par SECURIDEV et à 48 % par des agents commerciaux locaux. En effet, cette filiale est destinée à commercialiser en Espagne les produits fabriqués par UCEM et par DOM KG.

2. – Résultats financiers de la Société

Le résultat d'exploitation reste négatif, passant de (1 801) K€ à (1 014) K€.

Le résultat financier est en diminution, passant de 14 368 K€ à 12 029 K€, en raison essentiellement de la baisse du dividende versé par les filiales.

Le résultat exceptionnel est négatif de 4 316 K€, contre (488) K€ l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement liée à la provision sur les titres RONIS.

Les principaux comptes de charges et de produits de l'exercice écoulé engendrent le résultat ci-après, en comparaison avec l'exercice 2011 :

	Exercice 2012	Exercice 2011
Chiffre d'affaires	1 430 585	1 241 760
Produits d'exploitation	1 441 533	1 250 804
Charges d'exploitation	2 455 297	3 052 029
RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 013 764	-1 801 225
Produits financiers	12 179 936	14 621 336
Charges financières	151 309	253 555
RESULTAT FINANCIER	12 028 627	14 367 781
RESULTAT COURANT	11 014 863	12 566 556
Produits exceptionnels	1	30 239
Charges exceptionnelles	4 316 080	518 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-4 316 079	-487 761
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	--	--
Impôts sur les bénéfices	-93 475	113 240
RESULTAT DE L'EXERCICE	6 792 259	11 965 555

Activité juridique.

Approbation des comptes de l'exercice 2011

Par délibération de l'assemblée générale mixte en date du 8 juin 2012, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011, faisant apparaître un bénéfice net comptable de 11 965 555 €, qu'ils ont décidé d'affecter de la manière suivante :

Origine :

- Résultat de l'exercice : 11 965 555 €

Affectation :

- Dividende : 3 665 928 €, prélevé sur le résultat de l'exercice, soit 1,50 € par action
- Report à nouveau : 8 299 627 €

Le dividende en numéraire a été mis en paiement le 15 juin 2012.

L'assemblée générale a également pris acte que ce dividende était éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2° paragraphe de l'article 158-3 du Code général des impôts.

Conventions et engagements réglementés

Nous avons donné à nos commissaires aux comptes toutes les indications utiles pour leur permettre de présenter leur rapport spécial sur les conventions et engagements visés par l'article L. 225-38 et suivants du Code de commerce.

Affectation du résultat de l'exercice 2012

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 6 792 259 €, de la manière suivante :

Origine :

- Résultat de l'exercice : 6 792 259 €

Affectation :

- Dividende : 3 054 940 €, prélevé sur le résultat de l'exercice, soit 1,25 € par action
- Compte Report à nouveau : 3 737 319 €, dont le solde créditeur d'un montant de 31 774 843 € sera porté à 35 512 162 €.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement le 13 juin 2013.

Conformément à la loi, les actions qui seront détenues par la Société à la date de mise en paiement du dividende ne donneront pas droit au dividende.

Rappel des dividendes distribués au cours des exercices précédents

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice	Dividende distribué	Dividende par action
2009	977 580,80 €	0,40 €
2010	3 665 928 €	1,50 €
2011	3 665 928 €	1,50 €

Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

Activité en matière de recherche et de développement

Notre Société n'a pas immobilisé de frais de cette nature au cours de l'exercice 2012 au poste « Frais de recherche et de développement » à l'actif du bilan.

Tableaux des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices

Au présent rapport, est joint en annexe le tableau des résultats des cinq derniers exercices prévu par l'article R. 225-102 du Code de commerce.

Information relative à l'échéance des dettes fournisseurs

En application des dispositions des articles L. 441-6-1 al. 1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous présentons dans le tableau ci-après, la décomposition à la date du 31 décembre 2012, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs en K€, par date d'échéance :

Echéances	Dettes échues à la clôture	Echéances entre J et J + 30	Echéances entre J + 31 et J + 60	Echéances au-delà de J + 60	Factures non parvenues	Total dettes fournisseurs
Fournisseurs (401 + 403)	87	133	17	50	--	287
Fournisseurs d'immobilisations (404 + 405)	--	--	--	--	--	--
Total à payer	87	133	17	50	--	287
Factures non parvenues (408)	--	--	--	--	167	167
Autres	--	--	--	--	--	--
Total au 31-12-2012	87	133	17	50	167	454
Total au 31-12-2011	37	105	428	12	81	662

J = Date de clôture

Prise et cession de participation ou de contrôle.

Participations prises au cours de l'exercice

Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé aux comptes annuels.

Notre Société n'a pris aucune participation dans d'autres sociétés ayant leur siège social sur le territoire de la République Française.

Répartition du capital social et des droits de vote

Nous vous indiquons l'identité des personnes physiques ou morales ci-après, conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations reçues notamment en application de l'article L. 233-7 et L. 233-12 de ce code :

	% capital social	% droits de vote
INTERNATIONAL VALUE ADVISERS LLC « IVA » SARL 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, 19808 DELAWARE, USA	15	9,69
SOCIETE FINANCIERE DE PARTICIPATION INDUSTRIELLE SA (S.F.P.I.) 20 rue de l'Arc de Triomphe – 75017 PARIS RCS PARIS B 349 385 930	69	81,37

Franchissement de seuil

La Société a prévu un franchissement de seuils statutaires. En effet, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou cesse de détenir une fraction égale à 2 % du capital social ou des droits de vote ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la société, dans un délai de quinze jours à compter du franchissement du seuil de participation, par lettre recommandée avec avis de réception adressée à son siège social en précisant le nombre d'actions et de droit de vote détenus.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée, sont privées du droit de vote dans les conditions prévues par la loi.

Actions inscrites au nom de la Société

Dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par votre assemblée générale mixte du 29 novembre 2011, la Société n'a effectué aucune opération d'achat d'actions au cours de l'exercice.

Nous vous rappelons que ce programme de rachat d'actions arrive à expiration le 29 mai 2013.

Au 31 décembre 2012, la Société détenait 2,3 % de son capital social, soit 56 206 de ses propres actions d'une valeur au cours d'achat de 27,29 € pour une valeur nominale de 15 €, acquises dans le cadre du précédent programme de rachat d'actions propres autorisé par l'assemblée générale mixte du 5 novembre 2009.

Etat de la participation des salariés au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous informons qu'au dernier jour de l'exercice 2012, aucun salarié ne détenait de titres de la Société.

Nous vous rappelons qu'en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, nous avons soumis à votre approbation lors de l'assemblée générale mixte du 8 juin 2012, un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants. Cette proposition ayant été rejetée, nous vous rappelons qu'un nouveau projet de résolution devra être soumis à votre approbation au plus tard en juin 2015.

Gouvernance de la Société

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37, alinéa du Code de commerce, le Président Directeur Général a établi son rapport spécial rendant compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

Ce rapport, joint au présent rapport de gestion soumis à votre approbation, vous donnera toutes les indications sur la composition de votre Conseil au cours de l'exercice écoulé.

RESPONSABILITE SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIETALE DE LA SOCIETE ET DU GROUPE.

NOTE METHODOLOGIQUE

Périmètre de consolidation

Les effectifs concernent la totalité du personnel présent au 31 décembre 2012 sur l'ensemble des filiales du Groupe SECURIDEV consolidées par intégration globale.

A l'exception des effectifs, ce rapport exclut pour l'exercice 2012 les sociétés étrangères du Groupe SECURIDEV.

Les indicateurs environnementaux couvrent uniquement les impacts des sites de production du Groupe. L'impact environnemental des sièges administratifs n'est pas intégré dans le périmètre de consolidation.

Choix des indicateurs

Le Groupe n'a pas souhaité publier de données consolidées relatives aux émissions de CO2 et de COV, les méthodologies utilisées par les sites étant en cours d'harmonisation.

Référentiel de remontée des données

Des outils communs de collecte des données seront mis en place en 2013 afin de faciliter la remontée des données sociales et environnementales dans les filiales du Groupe et notamment des filiales étrangères.

Effectifs

Les effectifs indiqués dans le paragraphe 1.1 « Effectif » concernent la totalité du personnel du Groupe présent au 31 décembre 2012, incluant les salariés avec un contrat à durée indéterminée et à durée déterminée, hors les contrats de professionnalisation, d'apprentis, de stagiaires et d'intérimaires.

Salariés handicapés

Concernant le nombre de personnes handicapées, les chiffres mentionnés représentent l'effectif total des personnes handicapées déclarées rapportés à l'effectif de fin de période.

1. INFORMATIONS SOCIALES

1.1 Emploi

Effectif total et répartition

	Effectif total moyen			Effectif total réel		
Donnée consolidée	Cadres	Employés	Ouvriers	Cadres	Employés	Ouvriers
	162	623	810	161	616	789

	Effectif total moyen			Effectif total réel		
	Cadres	Employés	Ouvriers	Cadres	Employés	Ouvriers
Branche Grand Public	61	276	449	66	272	437
Branche Professionnelle	101	347	361	95	344	352

	Effectif total moyen			Effectif total réel		
	Cadres	Employés	Ouvriers	Cadres	Employés	Ouvriers
France	85	217	271	88	218	269
Etranger	77	406	539	73	398	520

Rémunérations

Ces informations consolidées regroupent les filiales françaises et étrangères.

	2012
Masse salariale hors charges (K€)	47 186

Il existe des contrats d'intéressement et de participation dans les filiales françaises du Groupe.

1.2 Organisation du travail

Le Groupe SECURIDEV s'engage à respecter les obligations légales et contractuelles en matière d'horaires de travail dans chacune de ses filiales. Le temps de travail est fonction de l'activité.

Intérim

	2012
Effectif moyen intérimaire	17,45

Absentéisme

	2012
Nombre d'heures d'absence <i>(tous types d'absence hors CP, RTT et maternité)</i>	49 640,59

1.3 Relations sociales

Organisation du dialogue social

La qualité du climat social au sein du Groupe SECURIDEV est le fruit de bonnes pratiques à l'initiative de chaque filiale en matière de dialogue social.

Le Groupe a mis en place au niveau de chacune des filiales, un plan d'action en faveur de l'emploi des séniors. L'appartenance à un Groupe de plus de 300 salariés conduit le Groupe à mettre en place au niveau de chacune de ses filiales un contrat de génération.

Accords collectifs

Les filiales du Groupe, en sus des accords d'intéressement et de participation, ont mis en place des accords sur l'égalité professionnelle hommes femmes.

1.4 Santé et sécurité

Les sociétés du Groupe qui étaient concernées par la mise en place d'un accord de pénibilité, ont pris les mesures nécessaires afin de combattre notamment le facteur risque lié aux travaux répétitifs et aux postures pénibles.

Le Groupe poursuit la mise en œuvre en matière d'hygiène et de sécurité en procédant au désamiantage des sites de production et au remplacement systématique des machines nécessitant une haute sécurité. C'est dans cette optique que la formation des salariés aux différents risques est effectuée et suivie grâce à la mise en place d'un document unique d'évaluation des risques.

1.5 Formation

La gestion des formations au sein du Groupe SECURIDEV est le fruit de bonnes pratiques à l'initiative de chaque filiale.

Au cours de l'année 2012, le pourcentage des dépenses de formation engagées par les filiales françaises du Groupe par rapport à leur masse salariale ressort comme suit :

	2012
DENY FONTAINE	0,706 %
PICARD-SERRURES	0,32 %
METALUX	2,26 %
RONIS	2,45 %

1.6 Egalité des traitements

Emploi et insertion des handicapés

	2012
Nombre de salariés handicapés (CDI et CDD)	27

2. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

2.1 Politique générale en matière environnementale

Le Groupe SECURIDEV est très soucieux du respect de l'environnement et inscrit sa démarche active de protection de l'environnement dans une politique transparente de développement durable.

De par la nature de ses activités, l'exposition du Groupe SECURIDEV aux risques environnementaux est mineure, et le Groupe n'a pas connu à ce jour d'incident majeur de pollution.

En fonction des quantités transformées ou consommées, des produits utilisés, ou des activités exercées, les sites français du Groupe SECURIDEV sont soumis, dans le cadre de la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, soit à déclaration et/ou à autorisation auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL).

La filiale DENY FONTAINE a obtenu la certification ISO 14001 depuis 2011.

La filiale RONIS a pour sa part, engagé une démarche visant à obtenir la certification ISO 14000. L'audit de ladite certification est prévu pour le mois de juillet 2013.

3. INFORMATIONS SOCIETALES

3.1 Impact territorial, économique et social de l'activité

Actions engagées pour prévenir la corruption

Il existe au sein du Groupe SECURIDEV un code de déontologie qui permet de prévenir les risques liés à la corruption et à la fraude.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX.

Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, alinéa 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société :

1) Monsieur Henri MOREL

Société concernée	Mandat / fonction exercé(e) dans la société concernée
FEVI SAS FEVI INTERNATIONAL SA	Administrateur
SFPI SA – NEU SA SOREMEC SA	Président Directeur Général

PICARD-SERRURES SAS – MÉTALUX SAS – ERYMA HOLDING SAS DELTA NEU SAS - LA FONCIERE NEU SAS ARC MANAGEMENT SAS - TELESKI DES VIEUX PRES SAS AUBERGE HAZEMANN SAS	Président
DÉNY FONTAINE SAS	Directeur Général-adjoint
SCI B.G.M. - MP ASSOCIÉS SARL SCI AVENUE GEORGE NUTTIN SCI NEU – SCI LA CHAPELLE D'ARMENTIERES SCI HOTEL DU CHAMP DU FEU – SCI 1896	Gérant

2) Monsieur Jean-Bertrand PROT

Société concernée	Mandat / fonction exercé(e) dans la société concernée
SFPI SA NEU SA	Administrateur
FRANCE FERMETURES SAS – FRANCIAPLEX SAS MMD SAS – ASET SAS – FINANCIERE BARRIQUAND SAS ERYMA SAS – MAC INDUSTRIES SAS SPRING MANAGEMENT SAS – LB SAS	Président
SFPI SA ERYMA HOLDING SAS	Directeur Général délégué Directeur Général
MAC SAS	Président du Conseil de Surveillance
STORISTES DE FRANCE SA BAIE OUEST SA	Représentant permanent
SCI ALU DES DEUX VALLEES SCI STERIMMO	Gérant

3) Monsieur Nicolas LOYAU

Société concernée	Mandat / fonction exercé(e) dans la société concernée
STORISTES DE FRANCE SA BAIE OUEST SA	Administrateur
MAC SAS BARRIQUAND SAS – BATT SAS EXPART DEVELOPPEMENT SAS – THERMICA SAS	Président
NEU SA	Représentant permanent
FABSTORE SARL SCI VR DES DEUX VALLEES	Gérant

4) Monsieur Thierry CHEVALLIER

Société concernée	Mandat / fonction exercé(e) dans la société concernée
Néant	

Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article 225-102-1 du Code de commerce, nous vous informons que Monsieur Henri MOREL :

- 1) en sa qualité de Directeur Général-adjoint de la société DENY FONTAINE SAS, a perçu de cette filiale une rémunération brute annuelle de 135 364,31 € et qu'en outre, cette dernière a cotisé au titre de l'assurance chômage des dirigeants et de la retraite complémentaire (GSC) une somme de 8 356,31 € ;
- 2) en sa qualité de Président Directeur Général de la société SFPI SA, a perçu une rémunération brute annuelle de 277 942,47 €. Au titre de l'assurance chômage des dirigeants et de la retraite complémentaire (GSC) SFPI SA a cotisé une somme de 19 029 €.

Jetons de présence

Nous vous proposons de fixer à la somme de 10 000 euros le montant des jetons de présence du Conseil d'administration.

Délégations au conseil d'administration

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100 du Code de commerce, aucune délégation relative à des augmentations de capital social n'a été consentie au conseil d'administration.

NOMINATION D'UN NOUVEL ADMINISTRATEUR.

Nous vous proposons de nommer Monsieur Hermann RÖSER demeurant à Königstrasse 16 a - Wermelskirchen (42929) en Allemagne, en qualité de nouvel administrateur de la Société, en adjonction aux membres actuellement en fonction, pour une durée de trois années, venant à expiration à l'issue de l'assemblée qui se tiendra en 2016 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2015. Monsieur Hermann RÖSER, a fait savoir par avance qu'il acceptait ces fonctions et n'était frappé d'aucune mesure ou incapacité susceptible de lui en interdire l'exercice.

Conformément à la loi sur la représentation équilibrée des hommes et des femmes dans le Conseil d'administration, si au 28 janvier 2011 l'un des deux sexes n'est pas représenté au Conseil d'administration, au moins une personne de ce sexe doit être nommée lors de la plus prochaine assemblée générale ordinaire ayant à statuer sur la nomination d'administrateurs. Cette règle s'applique également au représentant permanent des personnes morales.

Le Conseil d'administration de SECURIDEV n'ayant pas de femme en qualité d'administrateur, la SFPI nous a fait savoir qu'elle va désigner une femme en qualité de représentant permanent.

EVENEMENTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE LE RAPPORT EST ETABLI.

Aucun événement important n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle ce rapport est établi.

COMPTES CONSOLIDES

Le rapport, conformément à la loi du 3 janvier 1985, permet de donner une image plus complète de la situation réelle du pôle sécurité, grâce à l'établissement des comptes représentatifs de l'activité globale.

1 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION.

Les comptes consolidés du Groupe arrêtés au 31 décembre 2012 ont été établis dans le référentiel IFRS.

L'effectif moyen des sociétés consolidées est de 1 595 personnes.

Les principaux comptes de charges et de produits de l'exercice écoulé engendrent les résultats suivants qui, par comparaison avec l'exercice précédent, évoluent de la façon suivante :

Résultats (K€)	Exercice 2012 *	%	Exercice 2011 *	% 2012/2011
CHIFFRE D'AFFAIRES	147 518	--	150 180	-1,8
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	11 364	7,7	13 242	-14,2
RESULTAT OPERATIONNEL	10 137	6,9	12 262	-17,3
RESULTAT FINANCIER	57	--	141	--
IMPOT SOCIETE	-3 547	--	-4 290	--
RESULTAT NET DES ENTREPRISES CONSOLIDEES	6 673	4,6	8 150	-18
INTERET MINORITAIRES	-35	--	-18	--
PART GROUPE	6 708	--	8 168	--
Taux moyen				

2 – L'ACTIVITE ET LES PRINCIPAUX RESULTATS.

A - SECURIDEV CONSOLIDE

Le chiffre d'affaires consolidé 2012 a atteint 147 518 K€ à taux de change moyen, en baisse de 1,8 %, contre un chiffre d'affaires 2011 de 150 180 K€.

Le résultat opérationnel courant représente 7,7 % du chiffre d'affaires (soit 11 364 K€) contre 8,8 % en 2011.

Le résultat financier est positif de 57 K€, contre un résultat financier positif de 141 K€ l'exercice précédent.

L'impôt consolidé s'élève à (3 547) K€.

Le résultat net des entreprises consolidées est un bénéfice de 6 673 K€, en baisse de 18 % par rapport à 2011.

Au cours de l'exercice, la trésorerie bancaire nette positive est passée de 19 617 K€ à 23 511 K€.

La capacité d'autofinancement du Groupe SECURIDEV est passée de 15 693 K€ en 2011 à 14 327 K€ en 2012, soit une diminution de 9 %.

Les investissements opérationnels ont atteint 5 300 K€ contre 7 920 K€ l'exercice précédent.

B - PRINCIPAUX RESULTATS DES BRANCHES DU GROUPE SECURIDEV

BRANCHE PROFESSIONNELLE

Cette branche correspond aux activités du Groupe RONIS, de la société DENY FONTAINE et du Groupe DOM. Elle a représenté 64,2 % de l'activité du Groupe SECURIDEV.

	2012	2011 *
Chiffre d'affaires (en K€)	94 720	97 890
% de marge brute ^{**} (en % de la production)	76,6	76,3
Résultat opérationnel courant (en K€)	10 235	11 924
% sur chiffre d'affaires	10,8	12,2

* Les données ont été retraitées afin d'être comparables à l'information sectorielle présentée à compter du 1^{er} janvier 2012, suite à l'absorption de la société DOM France (Branche Professionnelle) par la société METALUX (Branche Grand Public)

** Sur production, y compris sous-traitance

Le chiffre d'affaires de cette Branche est en baisse de 3,2 %.

BRANCHE GRAND PUBLIC

Cette branche correspond aux activités des sociétés PICARD-SERRURES, METALUX, C.R. SERRATURE, EURO-ELZETT, TITAN d.d., METALPLAST et UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD. Elle a représenté 35,8 % de l'activité du Groupe SECURIDEV.

	2012	2011 *
Chiffre d'affaires (en K€)	52 798	52 290
% de marge brute(en % de la production)	59,7	59,8
Résultat opérationnel courant (en K€)	1 826	2 681
% sur chiffre d'affaires	3,5	5,1

* Les données ont été retraitées afin d'être comparables à l'information sectorielle présentée à compter du 1^{er} janvier 2012, suite à l'absorption de la société DOM France (Branche Professionnelle) par la société METALUX (Branche Grand Public)

Les ventes de cette Branche ont augmenté de 1 %.

Afin de permettre à sa filiale, SECURIDEV ROMANIA d'acquérir l'activité située en Roumanie et appartenant à la société EURO-ELZETT, SECURIDEV a souscrit à une augmentation de capital de cette filiale à concurrence de 440 K€.

En juillet 2012, la société DOM France a été absorbée par METALUX. Cette opération a eu pour conséquence, la fermeture du site de DOM France à Bonneuil Sur Marne (94) avec un transfert de l'activité sur le site de production de METALUX à Saint-Dizier (52).

Au cours du dernier trimestre de l'année 2012, TITAN d.d. a absorbé sa filiale, la société EURO-TOOLS.

C - LES PRINCIPAUX RÉSULTATS SOCIAUX DES FILIALES

1 – CHIFFRE D'AFFAIRES (en K€)

SOCIETES	2012	2011
DENY FONTAINE	21 860	21 177
DOM SAS (FRANCE)	2 172 (*)	4 270
DOM PARTICIPATIONS (FRANCE)	281	290
MÉTALUX	11 479	10 790
PICARD-SERRURES	15 721	13 170
RONIS	14 611	16 039
SÉCURIDEV	1 431	1 242
TSS RONIS DIFFUSION	1 983	1 908
C.R. SERRATURE	4 529	4 963
DOM AG SICHERHEITSTECHNIK (SUISSE)	4 530	4 535
DOM POLSKA	676	625
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (ALLEMAGNE)	59 138	61 515
EURO-ELZETT	5 897	6 440
EURO-TOOLS	663 (**)	1 450
MÉTALPLAST CZESTOCHOWA	4 432	4 371
RONIS-DOM LTD	3 755	3 636
SÉCURIDEV-TCHÉQUIE	1 211	1 348
TITAN D.D.	13 226	14 313
SECURIDEV ROMANIA	311	284
SECURIDEV HONGRIE	286	194
UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD	1 664	367 (***)

(*) Comprend l'activité jusqu'au 30 juin 2012. - (**) Comprend l'activité jusqu'au 30 novembre 2012. - (***) Ne comprend que l'activité depuis l'acquisition par le Groupe, soit un trimestre.

2 – RESULTAT D'EXPLOITATION (en K€)

SOCIETES	2012	2011
DENY FONTAINE	4 014	3 757
DOM SAS (FRANCE)	77(*)	252
DOM PARTICIPATIONS (FRANCE)	277	285
MÉTALUX	-417	549
PICARD-SERRURES	2 080	1 635
RONIS	-840	-189
SÉCURIDEV	-1 014	-1 801
TSS RONIS DIFFUSION	344	353
C.R. SERRATURE	624	600
DOM AG SICHERHEITSTECHNIK (SUISSE)	491	391
DOM POLSKA	52	-10
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (ALLEMAGNE)	8 359	10 490
EURO-ELZETT	18	-144
EURO-TOOLS	-324 (**)	-32
MÉTALPLAST CZESTOCHOWA	-465	-101
RONIS-DOM LTD	100	144
SÉCURIDEV-TCHÉQUIE	29	75
TITAN D.D.	-424	-459
SECURIDEV ROMANIA	-35	-41
SECURIDEV HONGRIE	-49	-50
UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD	-480	-49 (***)

(*) Comprend l'activité jusqu'au 30 juin 2012. - (**) Comprend l'activité jusqu'au 30 novembre 2012. - (***) Ne comprend que l'activité depuis l'acquisition par le Groupe, soit un trimestre.

3 – RESULTAT NET DE L'EXERCICE (en K€)

SOCIETES	2012	2011
DENY FONTAINE	2 336	2 230
DOM SAS (FRANCE)	45 ^(*)	130
DOM PARTICIPATIONS (FRANCE)	186	408
MÉTALUX	-1 558	342
PICARD-SERRURES	1 247	1 034
RONIS	-855	44
SÉCURIDEV	6 792	11 966
TSS RONIS DIFFUSION	224	233
C.R. SERRATURE	405	265
DOM AG SICHERHEITSTECHNIK (SUISSE)	426	341
DOM POLSKA	45	-52
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (ALLEMAGNE)	5 980	7 719
EURO-ELZETT	-173	-68
EURO-TOOLS	-418 ^(**)	-54
MÉTALPLAST CZESTOCHOWA	-516	-240
RONIS-DOM LTD	43	86
SÉCURIDEV-TCHÉQUIE	19	58
TITAN D.D.	-1 226	-424
SECURIDEV ROMANIA	-35	-44
SECURIDEV HONGRIE	-48	-56
UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD	-490	-72 ^(***)

(*) Comprend l'activité jusqu'au 30 juin 2012. - (**) Comprend l'activité jusqu'au 30 novembre 2012. - (***) Ne comprend que l'activité depuis l'acquisition par le Groupe, soit un trimestre.

4 – ENDETTEMENTS BANCAIRES A LONG ET MOYEN TERMES (hors crédits-baux retraités en consolidation) (en K€)

Les sociétés sans endettement à long et moyen termes ne sont pas mentionnées.

Sociétés	Dettes de 1 à 5 ans	Dettes de + 5 ans
DOM GMBH	925	--
PICARD-SERRURES	21	--
CR SERRATURE	42	--
MÉTALUX	11	--
TITAN D.D.	3	--
TOTAL	1 002	--

5 – SITUATION NETTE (en K€)

SOCIETES	2012	2011
DENY FONTAINE	13 363	13 099
DOM SAS (FRANCE)	--	1 221
DOM PARTICIPATIONS (FRANCE)	3 126	3 141
MÉTALUX	2 338	2 566
PICARD-SERRURES	4 523	4 220
RONIS	3 255	4 110
SÉCURIDEV	80 703	77 492
TSS RONIS DIFFUSION	467	474
C.R. SERRATURE	1 945	1 540
DOM AG SICHERHEITSTECHNIK (SUISSE)	2 084	1 998
DOM POLSKA	106	-506
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (ALLEMAGNE)	14 513	16 253
EURO-ELZETT	4 404	4 183
EURO-TOOLS	--	397
MÉTALPLAST CZESTOCHOWA	2 281	2 563
RONIS-DOM LTD	880	877
SÉCURIDEV-TCHÉQUIE	533	497
TITAN D.D.	7 359	8 592
SECURIDEV ROMANIA	362	-33
SECURIDEV HONGRIE	45	86
UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD	-428	62

3 – ANALYSE DU RISQUE DE TAUX ET DE CHANGE. (Y COMPRIS SECURIDEV SA)

L'endettement relatif aux emprunts à taux variable (EURIBOR) s'élève à 0,2 M€. Une variation de + 0,5 points des taux à court terme aurait eu un impact de (10) K€ sur le résultat financier.

Le Groupe SECURIDEV est peu exposé au risque de change.

Pour l'année 2013, le Groupe SECURIDEV a couvert les achats en euros de sa filiale anglaise, RONIS-DOM LTD.

4 – PERSPECTIVES D'AVENIR.

Pour l'exercice 2013, le Groupe SECURIDEV prévoit de réaliser un chiffre d'affaires de 150 M€.

Afin de compléter sa gamme de produits, UCEM a racheté au cours du premier trimestre 2013, dans le cadre d'un plan de cession, les activités et les actifs de la société espagnole dénommée TÉLESCO. Ces actifs sont essentiellement liés à l'activité de fabrication et de commercialisation de ferme-porte.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Président Directeur Général
Henri MOREL

Un Administrateur
Thierry CHEVALLIER

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications	2008	2009	2010	2011	2012
1 - Capital en fin d'exercice					
Nombre d'actions ordinaires existantes	2 604 474	2 443 952	2 443 952	2 443 952	2 443 952
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
▪ par conversion d'obligation					
▪ Par exercice de droits de souscription					
2 - Chiffre d'affaires	1 156 970	1 127 406	828 418	1 241 760	1 430 585
3 - Opérations & résultats de l'exercice					
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	8 533 009	10 730 529	7 408 007	12 623 291	9 975 616
Impôt sur les bénéfices	591 226	486 667	(309 568)	113 240	(93 475)
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	7 934 106	10 209 807	7 669 974	11 965 555	6 792 259
Résultat distribué	1 955 161	977 581	3 581 619	3 581 619	
4 - Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotation aux provisions et amortissements	3,05	4,19	2,83	4,85	4,12
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	3,05	4,18	3,14	4,90	2,78
Dividende attribué à chaque action	0,80	0,40	1,50	1,50	
5 - Personnel					
Effectif moyen des salariés employés	3	2	4	4	4
Montant de la masse salariale de l'exercice	364 851	249 062	297 347	431 232	319 538
Montant des sommes versées au titre des cotisations et avantages sociaux	93 798	11 695	25 771	30 259	57 160

3. Comptes annuels

1.	Bilan annuel au 31 décembre 2012	21
2.	Compte de résultat annuel au 31 décembre 2012	22
3.	Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2012	23
4.	Tableau des filiales et participations	30

1. BILAN ANNUEL AU 31 DECEMBRE 2012

ACTIF

En K€	Net 31-12-2012	Net 31-12-2011	Net 31-12-2010
Immobilisations incorporelles	8	10	10
Immobilisations Corporelles & Informatiques	235	274	218
Immobilisations Financières	73 369	74 696	72 430
Total de l'Actif Immobilisé	73 612	74 980	72 658
Créances clients & comptes rattachés	677	533	308
Créances diverses	6 520	5 282	2 414
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	18 201	16 914	21 544
Charges constatées d'avance	30	12	24
Total de l'Actif Circulant	25 428	22 741	24 290
Total de l'ACTIF	99 040	97 721	96 948

PASSIF

En K€	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2010
Capital	36 659	36 659	36 659
Primes d'Emissions, Fusion, Apports	1 570	1 570	1 570
Réserves	35 682	27 297	23 209
Résultat	6 792	11 966	7 670
Capitaux Propres	80 703	77 492	69 108
Provisions pour risques et charges	-	-	-
Dettes financières	1	2 108	4 235
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	455	662	743
Dettes diverses	17 881	17 459	22 862
Dettes	18 337	20 229	27 840
Total du PASSIF	99 040	97 721	96 948

2. COMPTE DE RESULTAT ANNUEL AU 31 DECEMBRE 2012

En K€	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2010
Chiffre d'affaires net	1 431	1 242	828
Autres produits d'exploitation	11	9	44
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-	-
Produits d'exploitation	1 442	1 251	872
Charges externes	-1 975	-2 498	-2 270
Impôts, Taxes & Assimilés	-24	-33	-21
Frais de personnel	-377	-461	-323
Dotations aux amortissements	-61	-57	-31
Autres charges	-19	-3	-16
Charges d'exploitation	-2 456	3 052	-2 661
RESULTAT EXPLOITATION	-1 014	-1 801	-1 789
RESULTAT FINANCIER	12 029	14 368	9 149
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	11 015	12 567	7 360
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-4 316	-488	-
Impôt Société	93	-113	+310
RESULTAT NET	6 792	11 966	7 670

3. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2012

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2012 dont le total est de 99 040 K€ et au compte de résultat présenté sous forme de liste dont le résultat est de 6 792 K€.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes, règles et méthodes comptables

Les conventions générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles comptables d'établissement ou de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Sauf indications contraires, les montants ci après sont indiqués en milliers d'Euros (K€).

Immobilisations incorporelles

Les droits et concessions de brevets et licences acquis sont comptabilisés dans ce poste. L'amortissement est effectué sur la durée de protection juridique. Les frais d'enregistrement des marques déposées y sont aussi inscrits sans qu'ils fassent l'objet d'amortissement.

En dehors des situations exceptionnelles et significatives, les dépenses de recherche et de développement sont enregistrées en charge au cours de l'exercice dans lequel elles sont supportées. Lorsqu'elles sont immobilisées, avec le cas échéant les frais de dépôt de brevets, elles sont amorties sur trois ans à compter du début de commercialisation ou d'utilisation. Si les conditions d'inscription à l'actif cessent d'être réunies, elles font l'objet de provisions.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant la durée d'utilisation prévue.

Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

Eléments	Durée	Amortissement fiscal
Matériel informatique neuf	3 ans	L
Matériel outillage	3 à 8 ans	L

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissement dérogatoire.

Leasings, locations longue durée ou financière

Aucun bien utilisé par l'entreprise par ces moyens de financement n'est immobilisé.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût historique d'acquisition. Lorsque la valeur recouvrable des titres est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée à hauteur de la différence. La valeur recouvrable est estimée d'après une approche multicritère prenant en compte la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité.

Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable. Sauf exception dûment justifiée, toutes créances échues depuis plus de 12 mois sont intégralement dépréciées, celles de plus de six mois étant au moins provisionnées à 50 %.

Créances et dettes diverses

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable des créances est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes libellées en monnaie étrangère sont ajustées en fonction des cours de clôture en contrepartie des comptes de régularisation actifs ou passifs.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine et que, des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions pour risques et charges.

Charges et produits constatés d'avance

Les charges et produits constatés d'avance résultent du principe d'indépendance des exercices qui impliquent de soustraire les charges comptabilisées dont la contrepartie (fourniture du bien ou du service) n'a pas encore été reçue et les produits dont la contrepartie (fourniture du bien ou du service) n'a pas encore été exécutée par la société.

Engagements de retraite

La méthode retenue pour l'évaluation est la méthode prospective avec un taux d'actualisation de 2,80 %, une inflation de 1,7 % et une progression des salaires hors inflation due aux promotions de 1,0 %. Les indemnités de départ à la retraite ont été évaluées en tenant compte d'un pourcentage d'espérance de vie et de présence lors du départ à la retraite et du salaire probable en fin de carrière. Les hypothèses principales retenues sont que les départs se feront à l'initiative des salariés à l'âge de 67 ans pour les cadres et 62 ans pour les non cadres.

Cet engagement n'est pas comptabilisé en provision mais figure en engagement hors bilan.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement de méthode de présentation

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Intégration fiscale

La Société est mère d'intégration fiscale. Comme le prévoit la convention d'intégration fiscale, la quote-part de la filiale à la charge du Groupe est calculée comme si la société n'était pas intégrée.

Consolidation

La Société est détenue à 69,3 % par la société SFPI, dont le siège social est 20, rue de l'Arc de Triomphe - 75017 Paris, et y est consolidée par intégration globale.

Note sur les états comptables

I - Faits marquants de l'exercice

SECURIDEV a créé en Espagne, une filiale à 52% SECURIDEV IBERICA SL en tant qu'agent commercial de la société UCEM. L'investissement est de 1,5 K€.

SECURIDEV a procédé à l'augmentation de capital de la société METALUX pour 1.642 K€ afin de permettre à cette dernière d'acquérir les titres DOM France au sein du groupe.

SECURIDEV a également procédé à l'augmentation de capital de la société SECURIDEV ROMANIA pour 440 K€ afin d'acquérir le fonds de commerce détenu par la société EURO-ELZETT.

II - Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Immobilisations incorporelles et corporelles

	Solde précédent	Augmentation	Diminution	Clôture
Incorporelles	79	-	-	79
Corporelles	733	21	-	754
Total	812	21	-	833
Amortissements & provisions	528	62	-	590
Net	284	41	-	243

Les acquisitions concernent des outillages acquis auprès de la société EURO-ELZETT concernant le projet anti panique.

Immobilisations financières

	Solde précédent	Augmentation	Diminution	Clôture
Participations	103 898	2 084	-	105 982
Titres d'autocontrôle	1 534	-	-	1 534
Prêts et autres immo. Financières	773	-	-195	578
Total	106 205	2 084	-195	108 094
Provisions	31 509	3 216	-	34 725
Net	74 696	-1 132	-195	73 369

L'augmentation des titres est liée aux augmentations de capital de METALUX et SECURIDEV ROMANIA (cf. Faits marquants de l'exercice).

Le complément de provision est lié à l'ajustement de la valeur des titres RONIS à l'actif net comptable de cette société.

III - Capitaux propres

Le capital de 36 659 280 € est divisé en 2 443 952 actions libérées.

	Solde précédent	Variation capital	Variation provision réglementée et subvention d'investissement	Affectation du résultat	Clôture
Capital social	36 659	-	-	-	36 659
Prime d'émission ou apport	1 570	-	-	-	1 570
Réserve légale	3 907	-	-	-	3 907
Report à nouveau	23 391	-	-	8 384	31 775
Résultat de l'exercice précédent	-	-	-	-11 966	-
Résultat de l'exercice	11 966	-	-	0	10 008
Dividendes	-	-	-	3 582	-
Capitaux propres	77 492	-	-	-	83 919

IV - Emprunts et dettes financières

Ces dettes se répartissent comme suit :

Etablissements de Crédit	<1 an	>1 an et <5 ans	>5 ans	Total
Emprunts bancaires	-	-	-	-
Intérêts courus	-	-	-	-
Crédits Spots	-	-	-	-
Découverts	1	-	-	1
Total	1	-	-	1

La Société est totalement désendettée vis-à-vis des organismes financiers.

La trésorerie positive de 18 201 K€ est placée à hauteur de 2 791 K€ en Sicav et à hauteur de 15 392 K€ en dépôts à terme rémunérés sans risques. Les Sicav font l'objet d'une opération de cession / rachat à la fin de l'exercice. Elles sont de ce fait valorisées au cours de clôture de l'exercice.

V - Créances et dettes

Créances	31-12-2012	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Créances clients	677	677	-	-
Personnel et comptes rattachés	3	3	-	-
Sécurité sociale, organismes sociaux	0	0	-	-
Etat – Impôts sur les bénéfices	2 419	2 419	-	-
Etat – TVA	209	209	-	-
Groupe & associés	3 934	3 889	45	-
Autres créances	7	7	-	-
Charges constatées d'avances	30	30	-	-
Total	7 279	7 234	45	-

En dehors des créances relatives au solde d'impôt à recevoir des filiales soit 623 K€, SECURIDEV était prêteuse, dans le cadre de la convention de trésorerie de : 3 092 K€ à TITAN, et 154 K€ à RONIS-DOM Ltd.

Dettes	31-12-2012	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs, comptes rattachés	456	456	-	-
Personnel, comptes rattachés	11	11	-	-
Sécurité sociale, organismes sociaux	17	17	-	-
Etat – Impôt sur les bénéfices	1 664	42	1 622	-
Etat – TVA	151	151	-	-
Etat – Autres	10	10	-	-
Groupe & associés	16 030	16 030	-	-
Autres dettes			-	-
Produits constatés d'avance	0	0	-	-
Total	18 339	16 717	1 622	-

Au titre de l'intégration fiscale, la dette de SECURIDEV se monte à 164 K€ vis-à-vis de ses filiales.

Dans le cadre de la convention de trésorerie, SECURIDEV était emprunteuse à ses filiales, intérêts courus inclus, de : 2 713 K€ à DENY FONTAINE, 743 K€ à METALUX, 874 K€ à PICARD-SERRURES, 301 K€ à SECURIDEV CZ, 252 K€ à TSS RONIS DIFFUSION, 444 K€ à EUROELZETT, 1 840 K€ à DOM Participations, 572 K€ à RONIS, et 8 116 K€ à DOM Gmbh. La forme juridique transparente de DOM Gmbh & Co KG, combinée à ses statuts prévoyant une mise en réserve maximale de 5 % de son résultat, permettra, dès l'approbation des comptes, d'attribuer automatiquement à SECURIDEV au moins 95 % de son résultat social 2012 qui est de 5 980 K€.

La somme de 16 030 K€ due aux filiales est à comparer globalement :

- aux 3 934 K€ prêtés aux filiales ;
- aux 18 183 K€ placés pour compte en valeurs mobilières ;
- et à l'attribution automatique du résultat social 2012 de DOM Gmbh à venir.

Les créances et dettes vis-à-vis des sociétés du Groupe se répartissent comme suit :

Prêts aux filiales	573	
Créances clients	673	
Autres créances	3 889	dont 623 au titre de l'impôt société
Dettes fournisseurs	158	
Autres dettes	16 020	dont 164 au titre de l'impôt société

VI - Provisions sur créances

La provision, dont le montant n'a pas varié au cours de l'exercice, concerne le compte courant de l'ancienne filiale SECURIDEV POLSKA, actuellement en liquidation.

VII - Répartition des charges à payer dans les postes de bilan

Le détail de ce poste est le suivant :

Fournisseurs	167
Social-fiscal	10

VIII - Charges et/ou produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avances correspondent essentiellement à des charges 2013 comptabilisées en 2012.

IX - Chiffre d'affaires

La totalité du chiffre d'affaires est constituée de remboursements de débours mutualisés par SECURIDEV pour le compte de ses filiales, ainsi que de refacturations de frais de personnel.

Ventilation par zone géographique :

National	684
Union Européenne	746
Autres Pays	-

Ventilation par activité :

	Total	Dont Groupe
Prestations de services & refacturation de frais	1 430	1 430
Total	1 430	1 430

X - Résultat financier

Dividendes	11 826
Produit des placements	318
Intérêts nets des comptes courants	-87
Résultat de change	-
Intérêts de la dette	-28
Total	12 029

La provenance des dividendes et revenus de participations est indiquée dans le tableau des filiales et participations. Le revenu de participation dans la société transparente DOM Gmbh n'inclut pas l'exercice 2012 que son assemblée doit approuver prochainement.

XI - Résultat exceptionnel

Il provient pour l'essentiel de la dotation aux provisions sur titres.

XII - Autres informations

Les opérations réalisées avec les sociétés du Groupe ont donné lieu aux enregistrements suivants :

Redevance sur développement	316
Refacturation de frais et de personnel	1 114
Produits d'exploitation	1 340
Charges externes des filiales de SECURIDEV	654
Charges externes des sociétés liées à SFPI	112
Charges externes de la holding SFPI	15
Charges d'exploitation	781
Produits financiers	35
Dividendes	11 826
Charges financières	-116

Les charges externes relatives à des sociétés liées au groupe SFPI sont principalement constituées de frais de prospection commerciale en Europe par la société POINT EST. Les charges provenant des filiales de SECURIDEV proviennent essentiellement d'EURO-ELZETT pour le projet anti panique et de DOM Gmbh & Co KG, au titre d'un projet européen électronique. Une redevance est versée en retour. Son montant s'est élevé à 67 K€.

XIII - Fiscalité, ventilation de l'impôt

	Brut	Retraitement	Base imposable			
			Total	à + 33%	à + 19% + 1,5%	Impôt société
Résultat d'exploitation	-1 014	-446	-1 460	-486	-	-486
Résultat financier	12 029	-11 619	410	137	-	137
Résultat Exceptionnel	-4 316	3 216	-1 100	-	-	-366
Crédit impôt 2011 (2)	-	-	-	-	-	-372
IS DOM GmbH (1)	-	-	-	-	-	1 118
Intégration fiscale	-	-	-	-	-	-124
	IS Total					-93

Le retraitement de résultat financier correspond à l'annulation du profit lié aux dividendes après déduction de la quote-part de frais et charges sur les dividendes d'origine française.

(1) La société DOM GmbH est une société transparente. Sa société mère, SECURIDEV SA, est redevable de l'impôt sur les sociétés allemand qui n'est pas comptabilisé dans la filiale. SECURIDEV constate la charge de l'impôt concomitamment à l'enregistrement du revenu de sa participation.

Le résultat d'intégration fiscale provient des retraitements d'amortissements liés aux cessions intragroupes, des annulations de quote-part de frais et charges sur dividendes internes au Groupe et de l'ajustement de la contribution complémentaire de 3,3 % au niveau du Groupe.

(2) Le crédit d'impôt recherche est constaté dans les comptes sociaux avec un an de décalage.

XIV - Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Les charges temporairement non déductibles enregistrées dans l'exercice ont été de 2 K€. La provision pour dépréciation des immobilisations réintégrée fiscalement est reprise au fur et à mesure de la déductibilité fiscale des amortissements.

XV - Engagements hors bilan

Indemnités de départ en retraite : 6 K€

L'engagement au droit à la formation représentant 150 heures cumulées est non significatif.

XVI - Avances et rémunérations aux dirigeants

Conformément à l'Article L. 225-43 du code de commerce, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société.

XVII - Effectifs moyens de l'entreprise

Cadres	Salariés	Intérimaires	Mises à disposition	Total Personnel
3	1	-	-	4

Au 31 décembre 2012, l'effectif de l'entreprise était de 4 personnes.

XVIII - Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes comptabilisés au titre de l'exercice s'élèvent à 67 390 €.

XIX - Evénements post clôture

Aucun événement post clôture n'est à signaler

4. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Article L. 233-1 du Code de commerce

(En K€)

Sociétés	Capital	Réserves, report à nouveau avant résultat	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur brute comptable des titres détenus	Provisions sur titres	Prêts, avances consentis non remboursés	Prêts, avances reçus non remboursés	Dividendes encaissés en 2012	Résultat du dernier exercice clos	Chiffre d'affaires du dernier exercice clos
Participations françaises supérieures ou égales à 50 %										
METALUX SAS – SAINT-DIZIER Siren : 572 020 394	2 942	953	99,91	5 693	-	-	738	312	-1 558	11 479
DENY FONTAINE SAS – SAINT- BLIMONT Siren : 552 105 603	414	10 614	99,73	25 530	-	-	2 713	2 066	2 336	21 860
RONIS SAS - SANCOINS Siren : 345 004 147	1 575	2 535	99,99	34 620	31 365	-	572	-	-855	14 611
PICARD-SERRURES SAS – FEUQUIERES-EN-VIMEU Siren : 341 148 823	1 015	2 264	99,99	2 894	-	-	874	944	1 247	15 721
DOM PARTICIPATIONS SAS - PARIS Siren : 485 054 860	2 237	702	100,00	2 320	-	-	1 840	201	186	281
Participations étrangères supérieures ou égale à 50 %										
DOM KG GmbH Brühl – ALLEMAGNE	2 503	6 031	100,00	17 157	-	-	8 100	7 685	5 980	59 138
C.R. SERRATURE SA Turin - ITALIE	1 144	396	100,00	5 057	2 860	-	-	-	405	4 510
EURO ELZETT SA Sopron - HONGRIE	941	3 635	100,00	3 797	-	-	444	-	-130	5 860
ELZETT FEK SA Sopron - HONGRIE	1 610	-83	50,00	778	51	-	-	-	20	-
METALPLAST SA Czestochowa - POLOGNE	268	2 543	100,00	2 104	-	113	-	-	-530	4 433
SECURIDEV TCHEQUIE SA Prague - TCHEQUIE	4	509	100,00	3	-	-	300	-	19	1 210
TITAN SA Kamnik – SLOVENIE	6 496	2 089	93,57	2 788	-	3 570	-	-	-1 226	13 226
RONIS DOM Ltd Wolverhampton – UK	37	861	100,00	963	315	154	-	62	43	3 755
DOM AG Altendorf SUISSE	828	830	100,00	1 451	-	-	-	556	426	4 530
SECURIDEV ROMANIA SRL Prahova ROUMANIE	476	-80	100,00	490	-	-	-	-	-35	310
SECURIDEV HONGRIE	171	-78	100,00	175	-	-	-	-	-48	286
SECU BETEILIGUNGS GmbH Brühl - ALLEMAGNE	25	118	100,00	25	-	-	-	-	26	-
UCEM SISTEMAS DE SEGURIDAD (ex TALLERES SERRAIL) Mondragon - Espagne	206	-144	100,00	134	134	-	-	-	-490	1 664

4. Comptes consolidés

1.	Bilan consolidé au 31 décembre 2012	32
2.	Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2012	33
3.	Etat du résultat global au 31 décembre 2012	34
4.	Tableau de flux consolidé au 31 décembre 2012	35
5.	Etat de variation des capitaux propres au 31 décembre 2012	36
6.	Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2012	37

1. BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2012

ACTIF

En K€	Note	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2010
Goodwill	1	30 908	30 908	30 908
Immobilisations incorporelles	2	977	1 398	658
Immobilisations corporelles	3	26 705	27 116	26 649
Participations dans les entreprises associées	4	1 023	944	1 004
Autres actifs financiers non courants	6.1	1 577	1 570	1 546
Impôt différé actif	11	9 175	7 452	7 323
Total Actifs non courants		70 365	69 388	68 088
Actifs destinés à être cédés		-	-	-
Stocks et en-cours	5	27 947	29 037	26 298
Créances clients	6.2	24 168	24 816	25 191
Autres actifs financiers courants	6.3	4 671	2 602	2 761
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6.4	27 541	27 083	29 709
Total Actifs courants		84 327	83 538	83 959
Total de l'ACTIF		154 692	152 926	152 047

PASSIF

En K€	Note	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2010
Capital		36 659	36 659	36 659
Réserves consolidées/Part du Groupe		34 383	34 670	30 188
Résultat/Part du Groupe		6 708	8 168	9 837
Capitaux propres Part Groupe	7	77 750	79 497	76 684
Intérêts minoritaires		419	450	1 245
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	7	78 169	79 947	77 929
Provisions non courantes	8	36 564	28 687	27 647
Dettes financières à long terme	9	2 490	3 685	5 537
Impôt différé passif	11	2 432	2 746	3 059
Total Passifs non courants		41 486	35 118	36 243
Provisions courantes	8	3 186	2 930	2 411
Dettes financières à court terme	9	1 817	4 463	4 178
Dettes fournisseurs	10	10 872	11 460	11 291
Passif d'impôts exigibles	10	3 087	3 735	5 234
Autres passifs financiers	10	16 075	15 273	14 761
Total Passifs courants		35 037	37 861	37 875
Total des Passifs et des Capitaux propres		154 692	152 926	152 047

2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2012

Normes IFRS – En K€	Note	2012	2011	2010
Chiffre d'affaires net	13	147 518	150 180	144 318
Production stockée		-935	590	515
Achats consommés y compris sous-traitance		-39 075	-40 554	-37 948
Marge Brute	13	107 508	110 216	106 885
% de production		73.3%	73.1%	73.8%
Autres produits d'exploitation et subvention		1 184	1 325	1 728
Dotations nettes aux provisions	14	-507	-2 103	-1 465
Charges externes		-26 628	-26 692	-26 075
Impôts, taxes & assimilés		-1 278	-1 326	-1 431
Frais de personnel		-62 268	-61 457	-60 021
Dotations aux amortissements	14	-5 775	-5 530	-4 936
Autres charges		-872	-1 191	-695
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		11 364	13 242	13 990
% du chiffre d'affaires		7.7%	8.8%	9.7%
Coût des Restructurations		-1 089	-143	-300
Cession Immobilière		-	162	256
Autres produits et charges non récurrents		201	-94	81
Variation des pertes de valeur et Dépréciation des goodwill	14	-339	-905	-
RESULTAT OPERATIONNEL		10 137	12 262	14 027
% du chiffre d'affaires		6.9%	8.2%	9.7%
Produits financiers	15	764	902	649
Charges financières	15	-707	-761	-729
RESULTAT FINANCIER		57	141	-80
RESULTAT AVANT IMPOT		10 194	12 403	13 947
Impôt Société	16	-3 547	-4 290	-4 116
Résultat mis en équivalence	4	26	37	26
RESULTAT NET DES ENTREPRISES CONSOLIDEES		6 673	8 150	9 857
% du chiffre d'affaires		4.5%	5.4%	6.8%
- Part des minoritaires		-35	-18	20
- Part de la société mère		6 708	8 168	9 837
- Résultat net par action (hors Autocontrôle) en euros	17	2.81	3.42	4.04

3. ETAT DU RESULTAT GLOBAL AU 31 DECEMBRE 2012

En K€	Note	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2010
Résultat net de l'exercice		6 673	8 150	9 857
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts):	7			
- Ecart de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère		478	-652	241
- Ecart actuariel		-5 352	51	-143
- Instruments financiers, Réévaluations d'actifs financiers disponibles à la vente, Excédent de réévaluation		11	-110	69
Résultat global total		1 810	7 439	10 024
Attribuable aux :				
- Porteurs de capitaux de la société mère		1 802	7 457	9 979
- Intérêts minoritaires		8	-18	45

4. TABLEAU DE FLUX CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2012

En K€	2012	2011	2010
Résultat avant impôt (*)	10 194	12 403	13 947
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie			
- Dotations aux amortissements d'exploitation (*)	5 775	5 530	4 936
- Variation des provisions d'exploitation et financière (*)	1 125	2 087	969
- Variation des provisions pour perte de valeur (*)	339	904	
- Plus ou moins values de cession (*)	14	-336	-239
Variation du besoin en fonds de roulement			
- Variation des stocks et encours	673	-3 183	-1 487
- Variation des clients	1 045	685	222
- Variation des fournisseurs	-685	175	650
- Variation des autres créances et dettes	-2100	-1 106	2 930
Flux de trésorerie provenant des activités	16 380	17 159	21 928
Impôts sur le résultat (*)	-3 120	-4 895	-4 649
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	13 260	12 264	17 279
Cessions d'immobilisations	103	689	539
Acquisition des titres consolidés	-	-134	-394
Trésorerie provenant des sociétés acquises		-96	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-5 303	-7 917	-5 342
Acquisitions d'immobilisations financières	-120	-133	-87
Variation des dettes sur immobilisations	-92	148	
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	-5 412	-7 443	-5 284
Augmentation des crédits-baux et locations financières	-	-	2 097
Augmentation des dettes auprès des établissements de crédit	-	1 490	
Augmentation des autres dettes financières	8	344	23
Remboursement des crédits-baux et locations financières	-258	-329	-404
Remboursement des dettes auprès des établissements de crédit	-3 339	-3 001	-2 890
Remboursement des autres dettes financières	-420	-148	-51
Rachats de minoritaires	-	-479	
Rachat des titres d'auto-contrôle	-	-1 354	-181
Dividendes versés par SECURIDEV	-3 582	-3 582	-978
Dividendes versés aux minoritaires des filiales	-8	-8	-5
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement	-7 599	-7 067	-2 389
Variation de trésorerie	249	-2 246	9 606
Trésorerie à l'ouverture de la période (1)	26 651	28 863	19 049
Impact des variations des taux de change	51	34	208
Trésorerie à la clôture de la période (1)	26 951	26 651	28 863
Variation de trésorerie constatée	249	-2 246	9 606
Capacité d'autofinancement (*)	14 327	15 693	14 964
(1) La trésorerie de clôture se décompose en :			
Disponibilités	6 850	5 786	4 600
Equivalents de trésorerie	20 691	21 297	25 109
Trésorerie active	27 541	27 083	29 709
Découverts et crédits spots	-590	-432	-846
Trésorerie	26 951	26 651	28 863

(*) sommes incluses dans la capacité d'autofinancement

5. ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2012

	Part du groupe					Intérêts minoritaires	Total
	Capital	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat	Total		
Solde au 31-12-2009	36 659	29 696	-409	1 988	67 934	1 529	69 463
Affectation du résultat		1 010		-1 010	-		
Dividendes versés				-978	-978	-5	-983
Actions d'auto-contrôle		-181			-181		-181
<i>Total des transactions avec les actionnaires</i>	-	829	-	-1 988	-1 159	-5	-1 164
<i>Variation de périmètre</i>		-70			-70	-324	-394
Autres éléments du résultat global		-99	241		142	25	167
Résultat de la période				9 837	9 837	20	9 857
<i>Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période</i>		-99	241	9 837	9 979	45	10 024
Solde au 31-12-2010	36 659	30 356	-168	9 837	76 684	1 245	77 929
Affectation du résultat		6 255		-6 255	-		-
Dividendes versés				-3 582	-3 582	-8	-3 590
Actions d'auto-contrôle		-1 352			-1 352		-1 352
<i>Total des transactions avec les actionnaires</i>	-	4 903	-	-9 837	-4 934	-7	-4 941
<i>Variation de périmètre</i>		290			290	-769	-479
Autres éléments du résultat global		-59	-652		-711	-	-711
Résultat de la période				8 168	8 168	-18	8 150
<i>Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période</i>	-	-59	-652	8 168	7 457	-18	7 439
Solde au 31-12-2011	36 659	35 490	-820	8 168	79 497	450	79 947
Affectation du résultat	-	4 586		-4 586	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-3 582	-3 582	-6	-3 588
Actions d'auto-contrôle	-	-	-	-	-	-	-
<i>Total des transactions avec les actionnaires</i>	-	4 586	-	-8 168	-3 582	-6	-3 588
<i>Variation de périmètre</i>	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global	-	-5 351	478	-	-4 873	10	-4 863
Résultat de la période	-	-	-	6 708	6 708	-35	6 673
<i>Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période</i>	-	-5 351	478	6 708	1 835	-25	1 810
Solde au 31-12-2012	36 659	34 425	-342	6 708	77 750	419	78 169

6. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2012

Introduction

Le groupe SECURIDEV rassemble 24 sociétés, dont la société SECURIDEV est la société mère. Il s'agit d'une société anonyme à Conseil d'Administration dont le siège social est au 20 rue de l'Arc de Triomphe - 75017 Paris. La société SECURIDEV a la nature de holding.

En date du 26 mars 2013, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes et autorisé la publication des états financiers consolidés du groupe SECURIDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les comptes consolidés sont établis en euros. Sauf mention spécifique, tous les chiffres sont donnés en milliers d'euros.

Le groupe SECURIDEV est détenu à 69,3 % par la société S.F.P.I, dont le siège social est situé 20, rue de l'Arc de Triomphe - 75017 Paris.

Faits marquants

Le groupe SECURIDEV a connu une baisse de son chiffre d'affaires de 1,8 % au cours de l'exercice 2012. Cette baisse est principalement due à la branche Professionnelle qui connaît un recul de ses ventes de 3,3 % au cours de l'exercice.

Le chiffre d'affaires de la branche Grand Public s'améliore de 1,28 % en tenant compte de l'activité de la société espagnole UCEM acquise en octobre 2011. A périmètre comparable, les ventes de cette branche diminuent de 1,3 %.

Au cours de l'exercice, les opérations suivantes ont eu lieu :

- les titres de la société DOM France ont été cédés par DOM Participations à la société METALUX. Cette cession a été réalisée à la valeur nette comptable (1 642 K€) et n'a aucune incidence sur les comptes consolidés du groupe SECURIDEV.

Suite à cette acquisition, les deux sociétés METALUX et DOM France ont, en juillet 2012, fusionné par transmission universelle de patrimoine. Cette réorganisation a eu pour conséquence la fermeture du site de DOM France avec un transfert de l'activité sur le site de production de METALUX à Saint-Dizier.

- la société EURO-TOOLS a été fusionnée dans la société TITAN au 30 novembre 2012.

Ces deux opérations juridiques internes au Groupe n'ont pas eu d'impact sur les comptes consolidés, toutes les entités étant historiquement consolidées.

La société SECURIDEV IBERICA a été créée en Espagne dans le but d'y associer les agents commerciaux d'UCEM. Cette société n'a pas eu d'activité en 2012.

Liste des sociétés consolidées

Nom	Pays	% de contrôle			N° Siren	Activité	Méthode de consolidation	Secteur (**)
		31-12-12	31-12-11	31-12-10				
SECURIDEV	France	Société mère			378.557.474	Holding du pôle	I.G.	H
Dény Fontaine	France	99,73	99,73	99,73	552 105 603	Serrurerie	I.G.	P
Métalux	France	99,91	99,84	99,84	572 020 394	Serrurerie	I.G.	GP
Picard-Serrures	France	99,99	99,99	99,99	341 148 823	Serrurerie	I.G.	GP
Ronis	France	99,99	99,99	99,99	345 004 147	Serrurerie	I.G.	P
Ronis-Dom Ltd	G.B.	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	P
CR Serrature	Italie	100,00	100,00	100,00	5988590013	Serrurerie	I.G.	GP
Elzett-Fek	Hongrie	50,00	50,00	50,00	/	Galvanisation	M.E.	GP
Euro-Elzett	Hongrie	100,00	100,00	100,00	11404006	Serrurerie	I.G.	GP
Métalplast	Pologne	100,00	100,00	100,00	5730003798	Serrurerie	I.G.	GP
Sécuridev Tchèque	Rép Tché	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	GP
Titan	Slovénie	93,57	93,57	77,03	34816712	Serrurerie	I.G.	GP
Titan Zagreb	Croatie	30,00	30,00	30,00	/	Serrurerie	M.E.	GP
Titan Belgrade	Serbie	49,00	49,00	49,00	/	Serrurerie	M.E.	GP
Euro-Tools (*)	Slovénie	-	100,00	100,00	/	Outillage	I.G.	GP
TSS Ronis diffusion	France	100,00	100,00	100,00	348541798	Serrurerie	I.G.	P
Dom France	France	-	100,00	100,00	732025119	Serrurerie	I.G.	GP
Dom Suisse	Suisse	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	P
Dom Gmbh & Co KG	Allemagne	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	P
Dom Participations	France	100,00	100,00	100,00	485054860	Holding	I.G.	H
Dom Polska	Pologne	99,91	99,00	99,00	9451999111	Serrurerie	I.G.	GP
Secu Beteiligungs Gmbh	Allemagne	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	H
Securidev Romania	Roumanie	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	GP
Securidev Hongrie	Hongrie	100,00	100,00	100,00	/	Serrurerie	I.G.	GP
Ucem Sistemas de Seguridad	Espagne	100,00	100,00		/	Serrurerie	I.G.	GP
Securidev Iberica	Espagne	52,00	-	-		Serrurerie	I.G.	GP

Abréviation : I.G : Intégration globale, I.P. : Intégration proportionnelle, ME : Mise en équivalence

(*) Euro-Tools provient d'une filialisation de l'activité outillage de TITAN

(**) Secteurs opérationnels : branche Grand Public (GP), branche Professionnelle (P) et Holding (H)

Principes comptables, méthodes d'évaluation, options IFRS retenues

1. REFERENTIEL

Les états financiers consolidés couvrent les périodes de douze mois arrêtées aux 31 décembre 2012, 2011 et 2010.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2012 du groupe SECURIDEV ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2012.

Ce référentiel intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS) et les interprétations du comité d'interprétation (SIC et IFRIC) applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2012.

Le référentiel IFRS adopté par l'Union européenne au 31 décembre 2012 est disponible à la rubrique Interprétations et normes IAS/IFRS, sur le site suivant :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, à l'exception de l'adoption de l'amendement à la norme IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir. Ce texte vise à améliorer l'information financière liée aux transferts d'actifs financiers. Cet amendement ne modifie pas les modalités actuelles de comptabilisation des opérations de titrisation mais précise les informations devant être publiées. En l'absence de cessions de créances commerciales au cours de l'exercice 2012, l'adoption de ce nouvel amendement n'a pas eu d'impact sur les états financiers présentés.

Le Groupe a anticipé l'application de l'amendement d'IAS 19 – Avantages du personnel – Régime à prestations définies. Les enjeux et conséquences sont exposés au point 3 ci-après.

Présentation des états financiers

Le Groupe SECURIDEV publie des états financiers annuels au 31 décembre 2012 et des états financiers semestriels au 30 juin, conformément aux principes du référentiel. Les principales conventions de présentation sont les suivantes :

- Regroupement par postes : par nature ;
- Classement des actifs et passifs : par ordre croissant de liquidité et d'exigibilité en distinguant les éléments non courants et courants, selon que leur réalisation ou exigibilité est à plus ou moins douze mois après la date de clôture ;
- Classement des produits et charges : par nature et incorporation au coût d'un élément d'actif ou de passif en application d'une norme ou interprétation ;
- Compensation : en application d'une norme ou interprétation pour les actifs et passifs d'une part et les produits et charges d'autre part ;

Méthodes comptables, erreurs et estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthode comptable sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Les états financiers affectés par un changement de méthode comptable sont modifiés pour tous les exercices présentés, comme si la nouvelle méthode avait toujours été appliquée. Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience. Les changements d'estimations sont comptabilisés de manière prospective : ils affectent l'exercice sur lequel ils sont intervenus et le cas échéant, les exercices suivants.

Les principales estimations réalisées lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour la valorisation et la durée d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill, le calcul des provisions pour avantages du personnel et des autres provisions. Les comptes consolidés de l'exercice ont été établis en tenant compte du contexte actuel stagnant et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture.

2. PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION

Le Groupe consolide par intégration globale les entités contrôlées, et par mise en équivalence celles sur lesquelles il exerce une influence notable.

Toutes les sociétés clôturent leurs comptes au 31 décembre.

3. CHANGEMENT DE METHODE

EFFETS LIES A L'ANTICIPATION DE L'AMENDEMENT A IAS 19 AVANTAGE AU PERSONNEL

Cet amendement est d'application obligatoire pour la clôture des comptes de 2013. Il conduira à changer les résultats des exercices précédents. Pour ne pas avoir à subir cette conséquence, SECURIDEV a préféré anticiper son application, comme il en est permis.

Les principaux amendements à IAS 19 sont :

- l'obligation de comptabiliser les effets actuariels dans le résultat global, ce que SECURIDEV applique depuis toujours,
- l'utilisation d'un taux de rendement des actifs non plus attendu mais théorique réputé égal au taux actuariel, ce que SECURIDEV applique indirectement par le plafonnement à hauteur de la provision,
- la comptabilisation obligatoire en résultat des modifications de régime.
Cette dernière règle a une incidence en 2012, où la loi allemande impose désormais un versement des pensions aligné sur la date légale de départ en retraite repoussée à 67 ans. Il en résulte une économie actualisée de 802 K€ avant impôt, comptabilisée immédiatement dans le résultat opérationnel courant.

Inversement, en 2010, les changements des barèmes conventionnels d'indemnités de départ en retraite en France ont provoqué une augmentation des provisions de 565 K€ avant impôt qui doit désormais être comptabilisée en résultat. Les publications antérieures sont rectifiées comme l'exige la norme.

4. CHANGEMENT DE PRESENTATION

Aucun changement de présentation n'a été appliqué cette année.

5. CONVERSION DES ETATS FINANCIERS DES FILIALES ETRANGERES

Les postes du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les charges et produits du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice.

Les écarts résultant de cette méthode de conversion sont comptabilisés directement dans l'état du résultat global et figurent au bilan dans les capitaux propres au poste « Ecart de conversion ».

Les taux utilisés sont les suivants :

	Taux clôture 2012	Taux moyen 2012	Taux clôture 2011	Taux moyen 2011	Taux clôture 2010	Taux moyen 2010
CHF (Suisse)	1,21	1,21	1,22	1,23	1,25	1,37
GBP (Angleterre)	0,82	0,81	0,84	0,87	0,86	0,86
HUF (Hongrie)	292,3	289,58	314,58	279,45	277,95	275,85
ZLO (Pologne)	4,10	4,19	4,46	4,11	3,97	4,01
RON (Roumanie)	4,45	4,45	4,32	4,24	4,26	4,22

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des frais de développement, les brevets et logiciels évalués. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les principales durées d'amortissement retenues pour ces immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- Logiciels 1 à 3 ans
- Brevets durée de protection juridique
- Frais de développement 3 ans à compter de la commercialisation
- Autres immobilisations incorporelles 1 à 5 ans

Les frais de développement ne sont immobilisés que s'ils concernent un investissement significatif. Les coûts sont immobilisés à partir du moment notamment le projet est techniquement faisable, son marché identifié et sa rentabilité calculée avec une fiabilité raisonnable. Les dépenses antérieures ne sont jamais recyclées. Au titre de l'exercice, aucun frais de recherche et développement n'a été immobilisé.

Les marques ou fonds de commerce générés en interne ne sont pas immobilisés. Les marques acquises au travers de rachats d'entreprise ne font pas l'objet d'une identification distincte dans la mesure où elles ne présentent pas un caractère séparable ou mesurable de façon fiable. En effet, deux cas de figure sont envisageables :

- si la marque est vendue avec les savoir-faire techniques, les outillages donnant accès au marché de remplacement et les fichiers du parc installé, la société venderesse se trouve de fait vidée de sa substance et dans l'incapacité de poursuivre son activité. Ce schéma revient à évaluer l'entreprise globalement et non pas sa marque ;
- si, cas irréaliste, la marque est vendue sans les savoir-faire et outillage, l'acquéreur n'ayant pas accès au marché de remplacement en proposera un prix réduit sans rapport avec la perte d'image que subira la société venderesse. Sans marché actif, ni référence à des transactions similaires, la marque n'est pas évaluable de façon fiable et la conséquence directe pour le vendeur s'avère inchiffable.

7. GOODWILL

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée au 1^{er} janvier 2010 :

- Les frais d'acquisition sont désormais comptabilisés en charges ;
- Les intérêts minoritaires peuvent, sur option prise individuellement pour chaque regroupement, être évalués à la juste valeur, en intégrant leur quote-part de goodwill ;
- Les variations de pourcentages d'intérêt dans les filiales sans changement de contrôle sont comptabilisées directement en capitaux propres, sans création de goodwill complémentaire ;
- En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle, cette réévaluation étant enregistrée directement en résultat de l'exercice et non pas en capitaux propres.

Les goodwill sont affectés au plus tard 12 mois après la date d'acquisition, aux actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur. Les actifs acquis destinés à être cédés sont minorés des coûts de la revente.

L'écart entre le coût du regroupement (prix payé majoré des frais d'acquisition à l'exclusion des coûts de financement) et la quote-part des capitaux propres après affectation revenant à l'acquéreur constitue le goodwill.

Le goodwill n'est pas amorti. Il est testé, au moins une fois par an, ou plus en cas d'indice de perte de valeur, et fait l'objet éventuel d'une dépréciation irréversible.

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées conformément à la méthode de référence à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction d'une valeur résiduelle généralement nulle car peu importante et significative.

Les amortissements sont calculés principalement selon le mode linéaire en fonction de sa durée d'utilité. Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

▪ Constructions	20-25 ans
▪ Mobilier, agencements et matériels de bureau	3-10 ans
▪ Matériels de production et équipements	3- 8 ans
▪ Biens d'occasion	2- 3 ans

Les leasings sont immobilisés avec constatation en contrepartie d'une dette financière déterminée d'après les taux d'intérêt du contrat. Ils sont amortis sur les durées suivantes :

- | | |
|--------------------------|----------|
| ▪ Constructions | 20 ans |
| ▪ Matériel de production | 3- 8 ans |

Les locations financières sont retraitées si le contrat a une durée supérieure à deux années et ne concerne pas un véhicule. Le bien est immobilisé pour la valeur actualisée des flux du contrat au taux d'intérêt de celui-ci et par défaut aux taux TEC à 10 ans de l'année majoré de 2 %.

Le bien est amorti sur la durée du contrat sauf pour les locations de moins de quatre ans ne concernant pas du matériel informatique où il est alors considéré que le contrat sera renouvelé une fois.

Les installations de traitement de surface ne font pas l'objet d'une obligation légale de démantèlement entraînant la comptabilisation d'un actif à amortir.

9. PERTE DE VALEUR

Les immobilisations incorporelles, les goodwill et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation calculé au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT). Les unités génératrices de trésorerie correspondent aux filiales de SECURIDEV.

Ce test, réalisé en fin d'année lorsque les budgets sont connus, peut être anticipé si un indice de perte de valeur est détecté.

La valeur nette comptable d'un actif, ou de l'UGT elle-même, est comparée à sa valeur recouvrable correspondant au montant le plus élevé entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente (valeur de vente ou de marché moins coût de sortie) et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des cash-flows futurs.

Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré des capitaux permanents en retenant :

- 40 % d'endettement forfaitaire rémunéré au taux d'intérêt moyen de l'année du TEC à 10 ans majoré de 1 %, puis diminué de la déductibilité fiscale ;
- 60 % de fonds propres à rémunérer au taux sans risque (TEC à 10 ans) plus une prime de risque moyenne publiée majorée d'un coefficient Bêta de risque propre à chaque société variant entre 1,2 et 2,0.

Les flux futurs ont pour point de départ le budget de l'année suivante multiplié par un coefficient de probabilité égal au ratio écrêté constaté sur les dix précédentes années entre les résultats d'exploitation réalisés et ceux qui avaient été budgétés.

Ces flux sont, à défaut de perspectives spécifiques, augmentés chaque année de l'inflation sur les quatre années suivantes. La valeur terminale de la cinquième année est obtenue en divisant le flux par le coût moyen pondéré des capitaux permanents sans minoration de l'inflation ce qui revient techniquement à considérer que les résultats s'effriteront chaque année de l'inflation.

Lorsque cela est possible, les terrains et constructions sont soustraits des actifs immobilisés, l'amortissement neutralisé et remplacé par un loyer. Cette correction revient à ne pas justifier de goodwill du fait de bâtiment totalement amorti et inversement à ne pas déprécier les terrains et constructions en dessous de leur valeur nette comptable.

A cette réserve près, il est considéré que la juste valeur des actifs ne peut jamais être connue de façon fiable.

En conséquence, la valeur d'utilité ainsi calculée doit couvrir le montant des actifs immobilisés et du goodwill.

Toute insuffisance entraîne une dépréciation irréversible du goodwill voire, au-delà, une dépréciation réversible sur les actifs immobilisés engagés plafonnée à leur valeur nette comptable.

10. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement, s'il en existe, sont comptabilisés selon la méthode de référence au coût minoré du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

11. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définis par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et par ses amendements.

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan du Groupe, lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers

La norme IAS 39 distingue quatre catégories d'actifs financiers, faisant l'objet d'un traitement comptable spécifique résultant d'une évaluation spécifique (classement selon IFRS 7) :

- actifs financiers à la juste valeur par le résultat ;
- prêts et créances : l'essentiel de la catégorie des prêts et créances correspond aux créances clients résultant des produits des activités ordinaires et à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie
- actifs détenus jusqu'à l'échéance ;
- actifs disponibles à la vente :

Les actifs financiers disponibles à la vente sont constitués par les titres de participation non consolidés. Ils sont comptabilisés à leur juste valeur. Si cette juste valeur n'est pas déterminable de manière fiable, les actifs financiers sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres à l'exception des variations négatives constituant des preuves objectives de pertes de valeur qui sont comptabilisées en résultat. La juste valeur est notamment déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité.

Les passifs financiers

La norme IAS 39 distingue plusieurs catégories de passifs financiers, faisant l'objet d'un traitement comptable spécifique :

- passifs financiers évalués à leur juste valeur : les emprunts sont initialement évalués à la juste valeur des montants reçus diminuée des coûts de transactions autres passifs financiers non détenus à des fins de transactions. Ils sont évalués au coût amorti.

12. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La catégorie des prêts et créances comprend également la trésorerie, c'est-à-dire les caisses, les dépôts à vue et les équivalents de trésorerie. Ces derniers sont des placements très liquides à trois mois au plus, indexés sur un taux du marché monétaire et dont le montant est connu ou sujet à une incertitude négligeable. Dans l'état des flux de trésorerie, la trésorerie et équivalents de trésorerie incluent également le poste "Concours bancaires" présenté au passif.

13. STOCKS

Les matières et marchandises sont évaluées selon la règle du FIFO et, par défaut, au dernier coût d'achat, ce qui, compte tenu de la rotation rapide de ces stocks, est proche d'une valorisation de type « premier entré - premier sorti ».

Les produits finis et les encours de productions sont évalués à leur coût de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Par ailleurs, une probabilité d'utilisation des stocks est déterminée d'après le taux de rotation des articles créés depuis plus d'un an.

Lorsque la valeur nette probable de réalisation est inférieure au prix de revient, une provision pour dépréciation est constituée.

14. CREANCES

Les créances sont retenues à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

15. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture, une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers existe, qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce dernier sans contrepartie au moins équivalente d'avantages économiques, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

16. ENGAGEMENTS DE RETRAITE, MEDAILLES DU TRAVAIL

Ils sont comptabilisés en provisions non courantes.

Les indemnités de fin de carrière et médailles du travail sont évaluées selon une méthode prospective actualisée. Les hypothèses principales retenues sont que les départs en retraite se feront à l'initiative des salariés à l'âge de 67 ans pour les cadres et 62 ans pour les non-cadres. Les pensions de retraite complémentaire du personnel de DOM Allemagne sont aussi évaluées selon la même méthode prospective actualisée.

La provision tient compte d'un pourcentage d'espérance de vie et de présence aux dates de réalisation des événements générateurs de paiements.

La norme comptable impose d'appliquer comme taux actuariel les taux de rendement des obligations des sociétés de catégories AA pour des durations reflétant le calendrier des décaissements. Le taux actuariel ainsi retenu est de 2,8 % en 2012, contre 4,62% en 2011. Symétriquement il est pris en compte une inflation (1,7 % environ) et une progression des salaires due aux promotions hors inflation (1,0 % environ), variables par pays.

Les écarts actuariels générés par des changements d'hypothèses sont comptabilisés directement dans le résultat global avant d'être classés en réserves au bilan.

17. CONVERSION DES OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes et créances figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les goodwill dégagés lors de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en monnaie étrangère et convertis par la suite au cours de clôture.

18. IMPOT SOCIETE

Le montant des impôts effectivement dû à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés calculés selon la méthode bilantielle, c'est-à-dire sur la base, des différences temporelles existant entre les valeurs comptables telles qu'elles ressortent des comptes consolidés et les valeurs fiscales.

L'excédent des impôts différés actifs, y compris ceux se rapportant au déficit reportable, sur les impôts différés passifs, est constaté dès lors que la probabilité de la réalisation de résultats futurs bénéficiaires est établie dans l'entité fiscale concernée.

La CVAE, répondant à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables ») est incluse à la rubrique « impôt société ».

19. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est constaté au moment du transfert de propriété correspondant généralement au transfert des risques et avantages, sauf décalage imposé par le client. Compte tenu de l'activité, aucun chiffre d'affaires à l'avancement n'est comptabilisé.

20. DISTINCTION ENTRE RESULTAT OPERATIONNEL ET RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Les coûts de restructuration sont présentés sur une ligne distincte, tout comme les autres produits et charges significatifs à caractère non récurrent et les cessions d'actif.

De même, l'incidence de la comparaison entre les valeurs comptables nettes des actifs des sociétés et leur valeur recouvrable est comptabilisée séparément sur une ligne « variation des pertes de valeur » intégrant les dépréciations irréversibles des goodwill ainsi que les variations des dépréciations sur actifs immobilisés.

21. SECTEURS OPERATIONNELS

Les activités du Groupe se partagent entre l'activité destinée à la vente aux professionnels, celle destinée à la vente au grand public, et l'activité « holding ».

L'appartenance des unités génératrices de trésorerie (UGT) aux secteurs opérationnels est indiquée dans le tableau des sociétés consolidées.

Le principal décideur opérationnel analyse une information établie par secteur opérationnel qui sert de base à son analyse de la performance du Groupe.

22. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Ce tableau est conçu de manière à faire ressortir les flux opérationnels, les flux d'investissements et les flux de capitaux retraités de toutes les opérations internes au Groupe.

Autres notes annexes aux états financiers consolidés

Sauf indication contraire, les chiffres ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

NOTE 1 – GOODWILL

Les valeurs des goodwill pour chaque Unité Génératrice de Trésorerie au 31 décembre 2012 sont les suivantes :

	Valeurs brutes 31-12-12	Dépréciation 31-12-12	Valeurs nettes 31-12-12	Valeurs nettes 31-12-11	Valeurs nettes 31-12-10
RONIS	27 620	27 620	-	-	-
TSS RONIS DIFFUSION	37	37	-	-	-
PICARD-SERRURES	7 525	2 588	4 937	4 937	4 937
METALUX/ DOM France/ Beugnot	4 047	2 529	1 518	-	-
DENY FONTAINE	27 814	10 796	17 018	17 018	17 018
C.R. SERRATURE	2 814	2 814	-	-	-
METALPLAST	682	682	-	-	-
TITAN	947	947	-	-	-
DOM Pologne	10	10	-	-	-
DOM	7 435		7 435	7 705	7 705
Total	78 931	48 023	30 908	30 908	30 908

Aucune dépréciation de goodwill n'a été comptabilisée sur l'exercice 2012.

NOTE 2 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Frais de recherche & développement	615	615	690
Brevets, licences, marques	7 598	7 456	6 355
Autres immobilisations incorporelles	1 431	1 408	1 368
Immobilisations incorporelles en cours et avances	48	16	305
Total consolidé	9 692	9 495	8 718

La répartition des amortissements est la suivante :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Frais de recherche & développement	607	606	679
Brevets, licences, marques	6 921	6 378	6 106
Autres immobilisations incorporelles	1 187	1 114	1 275
Total consolidé	8 715	8 098	8 060
Net	977	1 397	658

La variation de ces immobilisations incorporelles est la suivante :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Net début d'exercice	1 398	658	660
Investissement (y compris crédit-baux)	233	957	245
Cession / mises au rebut	-	-	-3
Amortissement	-666	-385	-242
Différence de change	50	-4	-2
Reclassement	-38	171	-
Variation de périmètre	-	1	-
Net	977	1 398	658

La répartition de ces immobilisations nettes par activité est la suivante :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Branche Grand Public	87	219	88
Branche Professionnelle	890	1 179	570
Total consolidé	977	1 398	658

La répartition de ces immobilisations nettes par secteur géographique est la suivante :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
France	263	306	99
Etranger hors Allemagne	78	207	65
Allemagne	636	885	494
Total consolidé	977	1 398	658

Le montant des frais de recherche comptabilisés en charge au cours de l'exercice 2012, en incluant les coûts salariaux, s'élève à 3,2 M€, contre 3,4 M€ en 2011.

NOTE 3 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Après incorporation des locations financières, la ventilation des immobilisations corporelles se présente de la façon suivante :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Terrains et Aménagements	6 677	6 638	6 314
Terrains en crédit-bail	21	21	21
Constructions hors immeubles de placement	34 088	34 317	33 906
Constructions en crédit-bail	1 747	1 747	1 748
Installations techniques, matériel industriel	114 001	110 444	105 009
Matériel & outillage en crédit-bail	2 756	2 716	2 768
Autres Immobilisations	15 497	15 108	15 029
Immobilisations corporelles en cours et avances	1 645	1 088	3 258
Total consolidé	176 382	172 079	168 053

La répartition des amortissements, incluant les dépréciations sur actifs dues aux tests de valeur, est la suivante :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Terrains et aménagements	260	189	656
Constructions	26 525	26 121	25 734
Constructions en crédit-bail	1 055	992	928
Perte de valeur cumulée	3 878	4 276	3 985
Installations et Matériel	103 256	98 975	95 926
Matériel & outillage en crédit-bail	2 420	2 368	2 300
Autres Immobilisations	12 283	12 042	11 875
Total consolidé	149 677	144 963	141 404
Net	26 705	27 116	26 649

La variation de ces immobilisations corporelles est la suivante :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Net début d'exercice	27 116	26 649	26 544
Investissement (y compris crédit-baux)	5 070	6 960	5 013
Cession / mises au rebut	-20	-225	-270
Amortissement / dépréciation	-5 478	-6 058	-4 694
Différence de change	-21	-41	56
Reclassement	38	-172	
Variation de périmètre	-	3	
Net	26 705	27 116	26 649

La répartition de ces immobilisations nettes par activité est la suivante :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Branche Grand Public	5 500	4 825	5 381
Branche Professionnelle	20 987	22 034	21 067
Autres	218	257	201
Total consolidé	26 705	27 116	26 649

Les investissements se répartissent ainsi :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Branche Grand Public	1 910	2 042	1 462
Branche Professionnelle	3 139	4 433	3 318
Autres	21	484	232
Investissement consolidé	5 070	6 960	5 013

Aucun investissement corporel n'a été financé en crédit-bail et locations financières au cours de l'exercice 2012, comme lors de l'exercice précédent. Ceux-ci, inclus aux chiffres présentés ci-dessus, s'élevaient à 2,1 M€ en 2010.

La répartition de ces immobilisations nettes par secteur géographique est la suivante :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
France	5 722	5 670	6 118
Etranger hors Allemagne	5 237	4 813	3 587
Allemagne	15 746	16 633	16 944
Total consolidé	26 705	27 116	26 649

NOTE 4 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

Elles correspondent aux sociétés TITAN ZAGREB (257 K€), TITAN BELGRADE (1 K€) et ELZETT-FEK (765 K€). Leurs données bilanciellles, chiffres d'affaires et résultats, avant retraitements de consolidation, pour une détention à 100 %, sont :

	ELZETT-FEK			TITAN ZAGREB			TITAN BELGRADE		
	31-12-12	31-12-11	31-12-10	31-12-12	31-12-11	31-12-10	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Total des Actifs	3 738	3 216	4 966	1 304	1 463	1 581	131	116	110
Situation nette	1 986	1 839	2 044	617	690	771	1	1	-6
Chiffre d'affaires	10 929	11 317	10 259	1 522	1 673	1 742	160	159	131
Résultat net	20	37	26	57	48	37	-2	8	3

NOTE 5 - STOCKS

La répartition des stocks est la suivante :

	31-12-12			31-12-11	31-12-10
	Brut	Provisions	Net	Net	Net
Matières premières	18 916	5 477	13 439	12 369	11 307
Encours de productions de biens	8 371	1 577	6 794	7 743	6 336
Produits intermédiaires et finis	4 906	1 029	3 877	3 855	4 508
Marchandises	5 89	1 252	3 837	5 070	4 147
Total	37 282	9 335	27 947	29 037	26 298

NOTE 6 – ACTIFS FINANCIERS - REPARTITION DES ACTIFS FINANCIERS PAR CLASSE (IFRS 7) ET PAR CATEGORIE (IAS 39)

Catégories d'actifs financiers (IAS 39)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et Créances	Hors champ IAS 39	Total 31-12-2012
Classes d'actifs financiers (IFRS 7)	Evalués à la juste valeur	Evalués au coût amorti	Evalués au coût amorti	Hors champs IFRS 7	
Actifs financiers non courants			1 577		1 577
Autres actifs non courants					
Créances clients et autres créances			24 168		24 168
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 541				27 541
Autres actifs courants	-43		4 071	643	4 671

Catégories d'actifs financiers (IAS 39)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et Créances	Hors champ IAS 39	Total 31-12-2011
Classes d'actifs financiers (IFRS 7)	Evalués à la juste valeur	Evalués au coût amorti	Evalués au coût amorti	Hors champs IFRS 7	
Actifs financiers non courants			1 524		1 524
Autres actifs non courants					
Créances clients et autres créances			24 816		24 816
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 083				27 083
Autres actifs courants	-51		2 121	532	2 602

Catégories d'actifs financiers (IAS 39)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et Créances	Hors champ IAS 39	Total 31-12-2010
Classes d'actifs financiers (IFRS 7)	Evalués à la juste valeur	Evalués au coût amorti	Evalués au coût amorti	Hors champs IFRS 7	
Actifs financiers non courants			1 546		1 546
Autres actifs non courants					
Créances clients et autres créances			25 191		25 191
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 709				29 709
Autres actifs courants	20		2 146	595	2 761

NOTE 6.1 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Valeur nette	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Autres titres immobilisés	-	45	0
Prêts, dépôts de couverture des pensions	1 397	1 344	1 389
Autres immobilisations financières	180	181	157
Total consolidé	1 577	1 570	1 546

Ces actifs financiers non courants ont une échéance supérieure à un an.

NOTE 6.2 – CLIENTS

La rubrique se présente comme suit :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Brut	26 611	27 148	27 710
Provision	-2 443	-2 332	-2 519
Net	24 168	24 816	25 191

Risque de crédit :

Il n'y a pas de créance client à plus d'un an.

La ventilation des créances clients par échéance est la suivante :

	Créances clients échues à la clôture				Total créances échues	Total créances non échues	Total créances clients	Total créances dépréciées
	< 30 j	1-3 mois	3-6 mois	> 6 mois				
Créances clients	5 387	1 354	599	1 693	9 033	17 578	26 611	-2 443

Le groupe SECURIDEV a recours aux assurances crédits pour les créances clients concernant toutes les sociétés anglaises, françaises, italiennes et slovènes.

NOTE 6.3 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Créances d'exploitation	4 028	2 070	2 166
Charges constatées d'avance	643	532	595
Total consolidé	4 671	2 602	2 761

Il n'y a pas de créance à plus d'un an.

NOTE 6.4 – TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE

Ils se détaillent comme suit en valeur nette :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Valeurs mobilières de placement	20 691	21 297	25 109
Disponibilités	6 850	5 786	4 600
Total consolidé	27 541	27 083	29 709

Les valeurs mobilières de placement sont exclusivement constituées de certificat de dépôt auprès de banque de premier ordre, et de Sicav de trésorerie pure.

NOTE 7 – CAPITAUX PROPRES

La répartition des profits et pertes passés dans les capitaux propres et dans le compte de résultat est la suivante pour 2012 :

	Brut	Impôt	Net
Ecart actuariels sur les engagements du personnel	-7 765	2 413	-5 352
Ecart de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger	478	-	478
Juste valeur des instruments financiers de couverture, Variation de l'excédent de réévaluation, Réévaluations d'actifs financiers disponibles à la vente	11	-	11
Autres éléments du résultat global	-7 276	2 413	-4 863

En 2011, elle était la suivante :

	Brut	Impôt	Net
Ecart actuariels sur les engagements du personnel	77	-26	51
Ecart de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger	-652		-652
Juste valeur des instruments financiers de couverture, Variation de l'excédent de réévaluation, Réévaluations d'actifs financiers disponibles à la vente	-110		-110
Autres éléments du résultat global	-685	-26	-711

En 2010, elle était la suivante :

	Brut	Impôt	Net
Ecart actuariels sur les engagements du personnel	-208	65	-143
Ecart de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger	241		241
Juste valeur des instruments financiers de couverture, Variation de l'excédent de réévaluation, Réévaluations d'actifs financiers disponibles à la vente	69		69
Autres éléments du résultat global	-102	65	-167

Gestion du capital

L'Assemblée générale mixte de SECURIDEV SA du 29 novembre 2011 a autorisé la Société à procéder au rachat en bourse de ses propres actions, sur une période de 18 mois, dans la limite de 7,7 % du capital.

Au 31 décembre 2012, la Société :

- n'a procédé à aucun achat dans le cadre du nouveau programme de rachat,
- possède 56 206 actions propres, soit 2,3 % du capital, acquises lors du précédent programme de rachat d'actions qui s'est clôturé en mai 2011.

NOTE 8 - PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Les provisions pour risques et charges inscrites au bilan consolidé ont évolué de la manière suivante :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Indemnité de fin de carrière et Médailles du travail	6 103	5 456	5 334
Pensions DOM GmbH	28 410	21 213	20 593
Droit des représentants en Allemagne	2 051	2 018	1 720
a) Provisions non courantes	36 564	28 687	27 647
Restructuration	755	181	143
Litiges, réclamations et garanties	2 214	2 599	2 096
Divers	217	150	172
b) Provisions courantes	3 186	2 930	2 411
Total Provisions	39 750	31 617	30 058

L'augmentation des engagements de retraites s'explique par la forte diminution du taux d'actualisation utilisé dans les calculs actuariels. Ce dernier est passé de 4,62 % au 31 décembre 2011 à 2,80 % au 31 décembre 2012. Conformément aux règles et méthodes comptables du Groupe, l'impact de cette modification a été intégralement comptabilisé dans les autres éléments du résultat global.

Les variations des provisions pour indemnités de fin de carrière et pensions se détaillent comme suit :

	31-12-12	31-12-11
Indemnité de fin de carrière et pensions en début de période	26 669	25 927
<i>Eléments comptabilisés dans le compte de résultat</i>		
- Coûts des services de l'exercice	902	557
- Coûts des services passés	-802	
- Coûts financiers	1 064	1 137
- Prestations versées	-826	-729
- Sorties de provisions des personnes ayant quitté le groupe	-259	-150
<i>Eléments comptabilisés dans les capitaux propres</i>		
- Ecart actuariels	7 765	-73
Indemnité de fin de carrière et pensions en fin de période	34 513	26 669

La charge de l'exercice est de 79 K€ contre 815 K€ au 31 décembre 2011.

La charge prévisionnelle pour l'exercice 2013 est de 1 M€.

Une hausse de 0,5 point du taux d'actualisation aurait eu pour conséquence une diminution des indemnités de retraite de 2,8 M€. Ce montant aurait été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global, conformément aux règles appliquées par le Groupe un impact net après impôt de 1,9 M€.

Les échéances des engagements sur les prochains exercices sont :

Exercice	Engagements
2013	720
2014	752
2015	1 142
2016	1 304
2017	1 219
2018-2022	7 981

NOTE 9 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les emprunts et dettes financières sont des passifs enregistrés au coût amorti.

Leur répartition au 31 décembre 2012, par échéance et par catégorie est la suivante :

Emprunts et dettes	Total au 31-12-12			Total au 31-12-12	Total au 31-12-11	Total au 31-12-10
	<1an	>1 an à <5 ans	>5 ans	par catégorie	par catégorie	par catégorie
Emprunts	468	1 002	-	1 470	4 381	5 355
Crédits-Baux et locations financières	601	1 335	35	1 971	2 640	3 411
Intérêts courus sur les emprunts	-	-	-	-	13	19
Concours bancaires courants	589	-	-	589	432	846
Auprès des établissements de crédit	1 658	2 337	35	4 030	7 466	9 631
Autres dettes financières	159	8	-	167	571	-
Participation	-	110	-	110	110	84
Auprès d'autres organismes	159	118	-	277	681	84
Total au 31-12-12	1 817	2 455	35	4 307		
Soit à court terme et long terme	1 817	2 490				
Total au 31-12-11					8 148	
Total au 31-12-10						9 715

Risque de liquidités :

Les emprunts et dettes financières ci-dessus sont à rapprocher des liquidités et placements au 31 décembre 2012, soit 27 541 K€ contre 27 083 K€ au 31 décembre 2011.

La trésorerie nette a donc évolué comme suit :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Disponibilités et autres titres placés	27 541	27 083	29 709
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédits	-4 030	-7 466	-9 631
Trésorerie nette auprès des établissements de crédit	23 511	19 617	20 078
Autres dettes financières	-277	-681	-84
Trésorerie globale nette	23 234	18 936	19 994

Il n'y a pas d'emprunts et dettes financières libellés dans des devises autres que celles de la zone de l'euro.

Le groupe SECURIDEV dispose d'autorisation de découvert pour 7 050 K€, et des lignes de financement d'investissement pour 2 000 K€.

Risque de taux :

Le taux d'intérêt moyen des emprunts ressort à 2,2 % en 2012 contre 1,7 % en 2011.

L'endettement relatif aux emprunts confirmés à taux variable s'élève à 250 K€. Une variation de +0,5 point des taux à court terme aurait eu un impact de -10 K€ sur le résultat financier du Groupe, qui passerait de 57 K€ à 47 K€.

Les autres dettes financières sont principalement constituées de divers dépôts reçus et de financements spéciaux accordés par des établissements para-financiers (assureurs).

NOTE 10 – DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les dettes fournisseurs et autres passifs financiers sont des passifs enregistrés au coût amorti.

La répartition par nature est la suivante :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Dettes Fournisseurs	10 872	11 460	11 291
Dettes d'impôt	3 087	3 735	5 234
Dettes sur immobilisations	184	279	131
Dettes sociales et fiscales	13 492	13 335	12 526
Autres dettes	2 234	1 583	1 782
Produits constatés d'avance	165	76	322
Autres passifs financiers	16 075	15 273	14 761

Ces dettes sont toutes à moins d'un an.

NOTE 11 – IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés actifs découlent de l'incidence :

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
- des charges temporairement non déductibles	251	604	584
- des provisions sur actifs liées aux tests de perte de valeur	878	857	827
- des déficits fiscaux reportables	-	102	196
- des retraitements de consolidation suivants :			
. Crédit- baux et locations financières	-65	-54	-43
. Marges internes	343	381	372
. Retraites et pensions	6 227	4 026	3 910
. Ajustements aux normes groupe des taux d'amortissement et des règles de provisions des sociétés étrangères	1 535	1 544	1 457
. Divers	6	-8	20
Total consolidé	9 175	7 452	7 323

Les impôts différés passifs sont afférents, d'une part à la revalorisation des actifs de DOM Allemagne restant à amortir pour 2 422 K€ (contre 2 730 K€ au 31 décembre 2011), et d'autre part à la CVAE (10 K€) liée à la valeur ajoutée afférente aux amortissements et provisions des biens acquis avant la création de ce nouvel impôt.

Les impôts différés liés aux déficits non activés s'élève à 970 K€ au 31 décembre 2012.

NOTE 12 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Cautions reçues	61	81	57
Nantissement/hypothèques (*)	2 110	4 207	6 320
Total consolidé	2 171	4 288	6 377

(*) Les nantissements et hypothèques concernent des nantissements de matériel dans la branche Grand Public. Au 31 décembre 2011, il subsistait le nantissement de 100% des titres DOM Allemagne couvrant l'emprunt d'acquisition (2,1 M€). Le Groupe a remboursé la dernière échéance de cet emprunt durant l'exercice 2012 et a obtenu la mainlevée de ce nantissement

Il n'y a aucun effet escompté non échu au 31 décembre 2012.

NOTE 13 – CHIFFRE D'AFFAIRES, MARGE, RESULTAT OPERATIONNEL

La répartition du chiffre d'affaires selon les secteurs opérationnels est la suivante :

	Variation		2012		2011 (*)		2010 (*)	
	en K€	%	en K€	%	en K€	%	en K€	%
Grand public	508	0,97%	52 798	35,79%	52 290	34,82%	50 790	35,19%
Professionnel	-3 170	-3,24%	94 720	64,21%	97 890	65,18%	93 528	64,81%
Total consolidé	-2 662	-1,77%	147 518	100,00%	150 180	100,00%	144 318	100,00%

(*) Ces données ont été retraitées afin d'être comparables à l'information sectorielle présentée à compter du 1^{er} janvier 2012, suite à l'absorption de la société DOM France (branche Professionnelle) par la société Métalux (branche Grand Public).

L'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé par des ventes de biens, les prestations de services étant inférieures à 2 %.

Par zone géographique, la répartition du chiffre d'affaires est la suivante :

	Variation		2012		2011		2010	
	en K€	%	en K€	%	en K€	%	en K€	%
France	528	0,97%	55 156	37,39%	54 628	36,38%	51 744	35,85%
Allemagne	-2 643	-6,54%	37 788	25,62%	40 431	26,92%	38 296	26,54%
Etranger hors Allemagne	-547	-0,99%	54 574	36,99%	55 121	36,70%	54 278	37,61%
Total consolidé	-2 662	-1,77%	147 518	100,00%	150 180	100,00%	144 318	100,00%

Le compte de résultat par branche est le suivant :

	Grand Public			Professionnel			Total Consolidé		
	2012	2011 (*)	2010 (*)	2012	2011 (*)	2010 (*)	2012	2011	2010
Chiffre d'affaires	56 819	56 809	54 648	97 609	99 843	95 259	147 518	150 180	144 318
Marge	33 652	33 982	33 741	74 396	76 648	73 458	107 508	110 216	106 885
en % de production	59,68%	59,84%	61,55%	76,61%	76,30%	76,84%	73,34%	73,10%	73,80%
en % de CA	59,23%	59,82%	61,74%	76,22%	76,77%	77,11%	72,88%	73,39%	74,06%
Résultat Opérationnel	1 826	2 681	3 809	10 235	11 924	12 297	11 364	13 242	14 555
Courant									
Résultat opérationnel	781	2 108	3 852	10 053	11 871	12 291	10 137	12 262	14 592
Résultat Financier	-202	-31	-38	55	109	85	57	141	-80
Impôt	-1 114	-1 124	-1 334	-3 471	-3 894	-3 873	-3 547	-4 290	-4 116
Résultat net	-509	991	2 506	6 694	8 166	8 503	6 673	8 150	10 234

(*) Ces données ont été retraitées afin d'être comparables à l'information sectorielle présentée à compter du 1^{er} janvier 2012, suite à l'absorption de la société DOM France (branche Professionnelle) par la société Métalux (branche Grand Public).

La colonne « Total consolidé » comprend les éliminations entre les deux secteurs opérationnels, ainsi que l'activité holding du Groupe.

Les chiffre d'affaires interbranches en 2010, 2011 et 2012 s'élève respectivement à 5 589, 6 472 et 6 910 K€.

Risque de change :

Pour 2013, le groupe SECURIDEV a protégé les achats en euros de sa filiale anglaise. La valorisation de cet instrument financier au 31 décembre 2012, s'élève à -43 K€ (contre -51 K€ en 2011) et est comptabilisée dans les autres créances d'exploitation (Note 6). La variation figure dans les autres éléments du résultat global (Note 7).

Le groupe SECURIDEV est peu exposé au risque de change. Les flux d'achats et de ventes en devises sont les suivants :

En €	\$	€ dans pays hors zone €
Ventes	-	4 828
Achats	3 514	7 115
EBIT	-	455

Un renchérissement instantané de l'Euro de 1 % par rapport à toutes les autres monnaies européennes et au US \$ aurait une incidence positif sur le résultat opérationnel de 13 K€.

Répartition des actifs et des passifs

La répartition des actifs nets totaux et des passifs courants en fonction des branches d'activité est la suivante :

	Grand Public		Professionnel		Holding		Total	
	31-12-12	31-12-11	31-12-12	31-12-11	31-12-12	31-12-11	31-12-12	31-12-11
Total des Actifs (valeur nette)	42 124	40 255	91 505	93 826	21 063	18 845	154 692	152 926
Total des Passifs non courants	3 554	3 301	37 926	31 796	6	21	41 486	35 118
Total des Passifs courants	12 854	12 126	21 581	22 800	602	2 935	35 037	37 861

NOTE 14 – AMORTISSEMENTS, VARIATION DES PROVISIONS ET PERTE DE VALEUR

a) Amortissements

Les amortissements du résultat opérationnel courant, soit 5 775 K€ comprennent ceux provenant des retraitements de crédits-baux pour 159 K€ ainsi que ceux afférents aux locations financières pour 39 K€.

b) Variation des Provisions

Les valeurs positives indiquent un profit ou une diminution de la provision.

	Ouverture	Dotations/Reprises en Compte de résultat			Dotations/reprises en Capitaux propres		Clôture
		Résultat courant	Résultat opérationnel non courant	Résultat financier	Ecart de conversion	Autres (écarts actuariels)	
Provisions sur Stocks	8 599	661	-	-	76	-	9 335
Provisions sur Clients	2 332	77	-	-	34	-	2 443
Provisions pour Créances	271	-	-	45	-	-	316
Provisions non courantes	28 687	94	-	-	28	7 764	36 564
Provisions courantes	2 930	-325	572	-	-	-	3 186
Total	42 819	507	572	45	138	7 764	51 844

c) Variation des pertes de valeur

Les pertes de valeurs au compte de résultat concernent, en 2012 :

- la branche Grand Public pour 149 K€,
- la branche professionnelle pour 190 K€,

Les calculs décrits en note I.9 ont été effectués sur la base d'une prime de risque de 6,55 %, et d'un taux d'emprunt sans risque de 2,52 % (TEC à 10 ans). Ces taux en 2011 (et 2010) étaient respectivement de 6,55 % (6,55 %) et 3,31 % (3,12 %).

Une hausse de 1 % de ces deux taux aurait pour conséquence, dans la branche grand public, une dépréciation des goodwill pour 0,7 M€, de l'UGT METALUX.

Une amélioration de 5 % des EBIT prévisionnels n'aurait pas eu d'impact sur l'exercice. En revanche, une détérioration de 5% des budgets prévisionnels aurait pour conséquence, dans la branche grand public, une dépréciation des goodwill pour 0,3 M€.

NOTE 15 – RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'analyse comme suit :

	2012	2011	2010
Produits des placements	430	358	112
Produits de change	220	432	396
Autres produits financiers	115	111	123
Intérêts et charges financières assimilés	-150	-149	-209
Intérêts sur crédit-bail	-80	-106	-78
Charges de change	-321	-387	-374
Autres charges financières	-157	-118	-50
Total consolidé	57	141	-80

NOTE 16 – IMPOT SUR LES SOCIETES

L'impôt net consolidé se décompose ainsi :

Impôt Sociétés France	847
Impôt Sociétés Etranger	2 272
Impôt différé net	428
Impôt net consolidé	3 547

Les mouvements du compte d'impôts différés s'analysent comme suit :

	Actif	Passif	Solde
Impôts différés au 31-12-11	7 452	2 746	4 706
Variation de la période			
dont variation sur l'exercice	-742	-314	-428
dont variation dans les capitaux propres	2 465		2 465
Impôts différés au 31-12-12	9 175	2 432	6 743

Le tableau de ventilation de l'impôt société se présente comme suit :

Résultat avant impôt	10 194
CVAE (inclus dans IS)	-377
Crédit d'impôt (inclus dans les subventions)	-549
Résultat Imposable	9 268
Charge d'impôt théorique (taux de la mère consolidante 33,33 %)	3 089
CVAE	377
Différence de taux d'imposition	-431
Impact des résultats négatifs ⁽¹⁾	653
Impact des différences permanentes	-51
Impact sur exercices antérieurs	-90
Charge d'impôt effective	3 547

(1) hors de l'intégration fiscale et dont les déficits ne sont pas activés

Le pourcentage d'impôt société étranger moyen (28 %) est inférieur à celui de la France du fait des taux d'imposition des sociétés étrangères variant entre 12 % et 30 %, sauf en Italie où le taux d'imposition est de 36 %.

L'écart entre le taux d'imposition théorique et les taux réels correspond à la moindre imposition à l'étranger pour 431 K€, et au déficit non activé ou non récupérable en France pour -653 K€.

NOTE 17 – RESULTAT PAR ACTION

Le nombre d'actions retenues pour ce calcul est égal au nombre total d'actions émises duquel sont déduites les actions détenues en autocontrôle.

Aucun instrument dilutif du capital n'a été émis par la société.

	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Nombre d'actions au capital	2 443 952	2 443 952	2 443 952
Actions d'autocontrôle	56 206	56 206	7 887
Nombre d'actions	2 387 746	2 387 746	2 436 065
Résultat net par action en €	2,81	3,42	4,04

NOTE 18 – EFFECTIFS

Les effectifs moyens du groupe SECURIDEV se ventilent de la manière suivante :

	2012	2011	2010
Cadres	162	166	173
Agents de maîtrise et employés	623	615	594
Ouvriers	810	857	880
Total	1 595	1 638	1 647

Les effectifs réels en fin d'année se répartissent comme suit :

	France			Etranger			Total		
	31-12-12	31-12-11	31-12-10	31-12-12	31-12-11	31-12-10	31-12-12	31-12-11	31-12-10
Grand public	250	216	214	524	581	608	774	797	822
Professionnel	324	358	353	468	471	468	792	829	821
Total	574	574	567	992	1 052	1 076	1 566	1 626	1 643

NOTE 19 - INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

La liste des principales filiales et sociétés associées du Groupe figure dans la partie « *Principes comptables, méthode d'évaluation, options IFRS retenues* ».

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

Les transactions et soldes avec les parties liées et les sociétés associées sont détaillées ci-dessous :

	Produits		Charges		Créances		Dettes	
	2012	2011	2012	2011	31-12-12	31-12-11	31-12-12	31-12-11
Parties liées en amont (SFPI)	-	-	1 226	1 148	-	-	343	250
Sociétés associées (mises en équivalence)	1 171	1 251	98	91	307	335	14	19
Autres parties liées (autres pôles du groupe SFPI)	149	92	141	122	17	49	42	59
Total	1 320	1 343	1 465	1 361	324	384	399	328

L'unique mandataire social au sens de la norme IAS 24 perçoit une rémunération à court terme dans l'une des filiales de SECURIDEV.

Son montant est le suivant :

	2012	2011	2010
Rémunération à court terme hors charges patronales	135	134	107
Charges patronales sur rémunération	45	45	37

NOTE 20 – DIVIDENDES PROPOSES

Le dividende qui sera proposé aux Actionnaires lors de l'Assemblée générale du 7 juin 2013 est de 1,25 euros par action.

NOTE 21 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le Groupe a acquis, en février 2013 les actifs de la société espagnole TELESCO, qui était en dépôt de bilan depuis juillet 2012.

5. Rapport du Président Directeur Général établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de Commerce

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6, du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de notre conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
- des procédures de contrôle interne mises en place par la Société ;
- de l'étendue des pouvoirs du Président Directeur Général.

1 – PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

1.1 Composition du conseil d'administration

Notre conseil d'administration est composé de cinq administrateurs, dont un indépendant. La liste des administrateurs de la Société, incluant les fonctions qu'ils exercent dans d'autres sociétés est visée dans le rapport de gestion.

1.2 Convocation des administrateurs

Conformément à l'article 17 des statuts, les administrateurs ont été convoqués par courrier.

Conformément à l'article L. 225-238 du Code de commerce, les commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du conseil d'administration qui ont examiné et arrêté les comptes annuels ainsi que les comptes semestriels.

1.3 Fréquence des réunions - Tenue des réunions - Décisions adoptées

Au cours de l'exercice écoulé, notre conseil d'administration s'est réuni quatre (4) fois, et le taux de participation des administrateurs à ces réunions était de 100 %.

Ces réunions qui se sont déroulées à Paris (75008) – 45 avenue George V, en présence des commissaires aux comptes, ont porté sur les points suivants :

- 4 janvier 2012 :
 - Pouvoirs à donner au Président Directeur Général dans le cadre du programme de rachat d'actions propres.
- 22 mars 2012 :
 - Examen et arrêté du bilan et des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
 - Examen et arrêté des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
 - Etablissement du rapport de gestion et d'activité sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
 - Approbation du rapport du Président Directeur Général établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce ;
 - Conventions réglementées ;

- Situation des mandats des commissaires aux comptes ;
- Actionnariat salarié ;
- Décisions à prendre pour la préparation et la convocation de l'assemblée générale annuelle sur les comptes dudit exercice ;
- Exposé sur le programme de rachat d'actions en cours ;
- Augmentation de la participation dans TITAN d.d.
- 8 juin 2012 :
 - Répartition des jetons de présence.
- 21 septembre 2012 :
 - Présentation des comptes consolidés au 30 juin 2012 ;
 - Publication financière légale ;
 - Pouvoirs en vue des formalités ;
 - Questions diverses.

1.4 Comités spécialisés

Un Comité d'audit a été mis en place par le conseil d'administration du 5 novembre 2009. La mission de ce Comité d'audit est assumée par les membres du conseil d'administration à l'exclusion du Président. Un des membres du Comité d'audit possède des compétences particulières en matière financière et comptable. L'administrateur indépendant est membre du Comité d'audit.

A ce titre, et conformément à la loi, le Comité d'audit assurera le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- de l'indépendance des commissaires aux comptes.

Dans le cadre de cette mission d'audit, le conseil d'administration se réunira avant chaque arrêté des comptes de la Société.

Le Comité d'audit s'est réuni le 26 mars 2013.

1.5 Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués à tous les administrateurs ainsi qu'aux commissaires aux comptes.

2 – PRINCIPES ET REGLES DE DETERMINATION DES REMUNERATIONS.

Je vous informe qu'au sein du Groupe, les principes et règles applicables à la détermination des rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux font l'objet d'un examen préalable par l'organe compétent. Il examine l'ensemble des règles relatives à la détermination de la partie fixe, et, le cas échéant, variable, des rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux.

L'ensemble de ces éléments est ensuite examiné en séance plénière du conseil d'administration, et soumis à ses seules décisions.

3 – PROCEDURE DE CONTROLE INTERNE.

Je vous précise que la société SECURIDEV s'est appuyée sur le code de gouvernement d'entreprise Middlenext pour les Valeurs moyennes et petites du cadre de référence du contrôle interne.

A ce titre, le conseil d'administration a pris connaissance des éléments présentés dans la rubrique « Points de vigilance ».

En outre, la Société souscrit aux recommandations suivantes :

RECOMMANDATIONS		APPLIQUÉE		COMMENTAIRES
		OUI	NON	
R 1	Cumul contrat de travail et mandat social		X	Non applicable.
R 2	Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux		X	Le Groupe n'applique pas les sept (7) principes énoncés dans la recommandation pour définir la politique de rémunération du Président, seul mandataire social.
R 3	Indemnités de départ		X	Non applicable.
R 4	Régimes de retraite supplémentaires	X		L'information relative aux régimes de retraite accordés au Président est communiquée dans le rapport aux actionnaires.
R 5	Stock-options et attribution d'actions gratuites		X	Non applicable.
R 6	Mise en place d'un règlement intérieur du conseil d'administration		X	Le conseil n'a pas jugé opportun la mise en place d'un règlement intérieur, compte tenu de la taille de la Société.
R 7	Déontologie des membres du conseil d'administration		X	N'existe pas en l'absence de règlement intérieur. Néanmoins, les administrateurs comme les directeurs adhèrent à un code d'éthique interne au Groupe.
R 8	Composition du conseil d'administration Présence de membres indépendants au sein du conseil d'administration	X		Le conseil d'administration est composé de cinq (5) membres, dont un membre indépendant.
R 9	Choix des administrateurs	X		Le choix des administrateurs fait l'objet d'une résolution distincte, et est déterminé en fonction des compétences.
R 10	Durée du mandat des membres du conseil d'administration		X	La réduction de la durée du mandat des membres du conseil d'administration à trois (3) années est proposée à l'approbation de l'assemblée générale du 7 juin 2013.
R 11	Information des membres du conseil d'administration	X		Les membres du conseil d'administration estiment que l'information qui leur est communiquée est suffisante.
R 12	Mise en place de comités	X		Le conseil d'administration constitue le comité d'audit

R 13	Réunions du conseil d'administration et des comités		X	Le conseil d'administration et le Comité d'audit se réunissent à chaque arrêté des comptes et lorsque cela est nécessaire. Néanmoins, le rythme de quatre (4) réunions annuelles n'est pas appliqué, compte tenu de la taille du Groupe et du management très resserré autour du Président.
R 14	Rémunération des administrateurs	X		La Société alloue des jetons de présence.
R 15	Mise en place d'une évaluation des travaux du conseil d'administration		X	Le Président estime qu'il n'est pas nécessaire de procéder à l'évaluation du fonctionnement du conseil.

3.1 Définition et objectif du contrôle interne

Le contrôle interne est l'ensemble des systèmes de contrôle, établis par la direction générale, le management et les autres membres du personnel, pour donner une assurance raisonnable sur :

- la réalité et l'efficacité des opérations,
- la fiabilité du reporting,
- la conformité aux lois et réglementations en vigueur,
- la sauvegarde des actifs.

Un système de contrôle interne conçu pour répondre aux différents objectifs décrits ci-dessus ne donne pas cependant la certitude que les objectifs fixés seront atteints et ce, en raison des limites inhérentes à toute procédure.

3.2 Organisation générale du contrôle interne

Le contrôle interne de notre Société est assuré à deux niveaux, d'une part à l'intérieur des filiales du Groupe SECURIDEV sous la responsabilité de leurs dirigeants ; et d'autre part à l'extérieur du Groupe par les services Contrôle de gestion et Juridique de notre maison mère la SFPI.

En vue d'assurer, dans la mesure du possible, une gestion financière rigoureuse et la maîtrise des risques, et en vue d'élaborer les informations données aux actionnaires sur la situation financière et les comptes, le service contrôle de gestion de SFPI, procède à l'audit des comptes de chacune des filiales préalablement à l'intervention des commissaires aux comptes.

Ce service contrôle et supervise également le reporting financier adressé tous les mois par chaque filiale. Il pilote l'adaptation des procédures comptables et budgétaires ainsi que la centralisation des informations financières. Il produit la consolidation du pôle, il gère les assurances.

Le Directeur de contrôle de gestion, rend compte au Président Directeur Général du résultat des travaux de son service, et le cas échéant, formule des recommandations.

Un code déontologique pour maîtriser les risques financiers a été signé par tous les dirigeants des filiales ainsi que leurs cadres principaux.

La comptabilisation des opérations de trésorerie et les rapprochements bancaires du Groupe sont également assurés par le service Finances et Contrôle de gestion de la maison mère, SFPI.

La fonction trésorerie et financement est organisée autour du trésorier.

Ses fonctions principales sont :

- suivi des flux financiers et répartition des fonds,
- suivi des opérations de placements ou d'emprunts financiers,
- gestion des lignes de trésorerie et des engagements.

La Direction juridique de SFPI assure la rédaction des actes, assiste et conseille les filiales dans les affaires juridiques. Elle gère et suit les dossiers contentieux en liaison avec les avocats du Groupe.

3.3 Autres procédures de contrôle interne

Au niveau des processus opérationnels, les principaux contrôles ci-après sont effectués :

- au niveau des départements commerciaux des filiales, pour suivre et contrôler, à partir de tableaux de bord mensuels, les ventes réalisées facturées, la prise de commandes, les taux de marges, etc.... Pour comparer la réalisation, par secteur d'activités, avec les objectifs fixés budgétés,
- au niveau des départements techniques des filiales, pour suivre et contrôler l'avancement et le volume d'activité en terme de service après-vente, support technique, tests et référencement produits et recherches de solutions.

Au niveau de l'élaboration et du traitement de l'information financière et comptable :

- Le processus relève de la compétence du département Finances et Contrôle de gestion.
- Le système comptable et de gestion repose sur un système d'information intégré permettant de faciliter le suivi de l'exhaustivité, la correcte évaluation des transactions et l'élaboration des informations comptables et financières selon les règles et méthodes comptable en vigueur et appliquées par la Société tant pour les comptes sociaux que pour les comptes consolidés.
- La Direction générale s'assure de la réalité des informations comptables et financières produites par la Direction Finances et Contrôle de gestion. Ces informations sont contrôlées par les commissaires aux comptes qui procèdent aux vérifications selon les normes en vigueur.

3.4 Participation des actionnaires à l'AGOA

Les modalités relatives à la participation des actionnaires à l'AGOA sont fixées par les articles 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 30 des statuts de la Société.

3.5 La structure du capital social de la Société au 31 décembre 2012 est la suivante :

- SFPI : 69 %
- Public : 29 %

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire.

A cet égard, il est précisé que la société SFPI détient 81,37 % des droits de vote de SECURIDEV.

3.6 Information et communication des actionnaires

L'essentiel de l'information des actionnaires se fait par le biais du site **web** de la Société (www.securidev.com) sous le contrôle et la direction du Président Directeur Général de SECURIDEV.

3.7 Principaux risques auxquels est confronté le Groupe, et procédures de gestion

Les principaux facteurs de risques sont les suivants :

Risque clients

Le risque de non recouvrement des créances est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de la clientèle et pour certains nouveaux clients par la détermination d'encours résultant d'analyses financières spécifiques.

Risque de taux et de change

La totalité des emprunts est à taux variable (EURIBOR). Une variation de + 0,5 points des taux à court terme aurait eu un impact de (10) K€ sur le résultat financier.

Le Groupe SECURIDEV est peu exposé au risque de change.

Pour l'année 2013, le Groupe SECURIDEV a couvert les achats en euros de sa filiale anglaise, RONIS-DOM LTD.

Assurance

Le Groupe a souscrit les assurances couvrant correctement les risques encourus par son activité.

Risque pays

Aucune activité n'est développée dans un pays identifié comme à risque.

4 – POUVOIR DU DIRECTEUR GENERAL.

Les fonctions de Directeur Général sont assurées exclusivement par le Président du conseil d'administration.

Aucune limitation, en dehors de celles prévues par les dispositions légales, n'a été apportée aux pouvoirs du Président Directeur Général.

6. Rapports des Commissaires aux Comptes

1.	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	67
2.	Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	69
3.	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	72
4.	Rapport sur les prestations facturées par S.F.P.I. SA	74
5.	Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'administration de la Société	75

1. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Securidev S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

La note « Principes, Règles et Méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des titres de participation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 26 avril 2013, les Commissaires aux Comptes :

KPMG Audit Paris et Centre

Nahid Sheikhalishahi
Associée

Jean-Pierre Valensi
Associé

Deloitte & Associés

Philippe Soumah
Associé

2. RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention de prestations de services avec la société S.F.P.I.

- *Modalités :*

Convention de prestations de services du 30 septembre 1991 en matière de gestion juridique, informatique, organisation administrative et comptable dont les modalités de calcul de la redevance sont les suivantes :

- 1% hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes jusqu'à 76 M€ de chiffre d'affaires.
- 0,50% hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes pour la part du chiffre d'affaires comprise entre 76 M€ et 152 M€ hors taxes.
- 0,25% hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes pour la part du chiffre d'affaires au-delà de 152 M€ hors taxes.

- *Application :*

La charge comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, relative à cette convention, est de €14 190 hors taxes.

Convention de prestations de services avec ses filiales

- *Nature et modalités :*

Convention de prestations de services du 5 décembre 2001 dans laquelle la société Securidev S.A. s'engage à fournir à ses filiales (Deny Fontaine S.A.S., Métalux S.A.S., Ronis S.A.S., Picard Serrures S.A.S.) son assistance et ses conseils dans les domaines suivants :

1. Assurances : ces prestations sont facturées au coût exact.
2. Export : ces prestations sont facturées à 50% du coût exact.
3. Investissements : rémunération par une somme forfaitaire située entre 7 622 € et 22 867 € par dossier, selon l'importance de ce dernier.
4. Comptable et social.
5. Commercial et achats.
6. Trésorerie.
7. Foires et salons professionnels et publicitaires.
8. Communication.

Les cinq dernières prestations sont refacturées au coût exact.

La répartition de ces frais est faite, généralement, en fonction du chiffre d'affaires de chaque filiale.

La présente convention a été conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} mai 2001. Cette période étant renouvelée annuellement, par tacite reconduction, sauf dénonciation dans les conditions décrites dans cette convention.

- *Application :*

Le produit comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, relatif à cette convention, est de €683 927 hors taxes et se décompose ainsi :

- Deny Fontaine S.A.S. :	€ 234 161 HT
- Métalux S.A.S. :	€ 135 233 HT
- Ronis S.A.S. :	€ 159 250 HT
- Picard-Serrures S.A.S. :	€ 155 283 HT

Convention d'intégration fiscale

- *Nature et modalités :*

Convention d'intégration fiscale.

- *Application :*

Les sociétés suivantes sont soumises à la convention d'intégration fiscale de la société Securidev S.A. :

- Deny Fontaine S.A.S.
- Métalux S.A.S.
- Ronis S.A.S.
- Picard-Serrures S.A.S.
- Dom Participations S.A.S.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 26 avril 2013, les Commissaires aux Comptes :

KPMG Audit Paris et Centre

Nahid Sheikhalishahi
Associée

Jean-Pierre Valensi
Associé

Deloitte & Associés

Philippe Soumah
Associé

3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société SECURIDEV, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1. Référentiel de l'annexe des comptes consolidés qui décrit les nouvelles normes IFRS adoptées dans l'Union Européenne.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants : la direction de votre Groupe est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ses états financiers et les notes qui les accompagnent. Parmi les comptes qui sont sujets à des estimations comptables significatives et susceptibles d'une justification de nos appréciations figurent les goodwill et les actifs à durée de vie indéfinie.

Le Groupe procède à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéfinie selon les modalités décrites dans le paragraphe 9 des principes comptables et dans la note 14 c) des états financiers.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations et vérifié que le paragraphe 9 des principes comptables et la note 14 c) des états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport sur la gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 26 avril 2013, les Commissaires aux Comptes :

KPMG Audit Paris et Centre

Nahid Sheikhalishahi
Associée

Jean-Pierre Valensi
Associé

Deloitte & Associés

Philippe Soumah
Associé

4 RAPPORT SUR LES PRESTATIONS FACTUREES PAR S.F.P.I. SA

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux souhaits de l'Autorité des Marchés Financiers, nous avons examiné le montant des honoraires facturés directement par S.F.P.I. S.A. aux filiales de Securidev S.A. au titre des frais de management.

Pour l'exercice 2012, ces facturations s'élèvent à €. 1 207 052 hors taxes contre €. 1 151 209 hors taxes pour l'exercice 2011, se décomposant ainsi :

	2012	2011
• Securidev	: €. 14 190 HT	€. 12 418 HT
• Deny Fontaine	: €. 218 600 HT	€. 212 430 HT
• Metalux	: €. 115 060 HT	€. 107 390 HT
• Ronis	: €. 152 670 HT	€. 166 810 HT
• Picard-Serrures	: €. 157 570 HT	€. 131 620 HT
• Titan	: €. 67 109 HT	€. 69 818 HT
• Dom	: €. 425 321 HT	€. 388 339 HT
• Euro-Elzett	: €. 27 531 HT	€. 32 095 HT
• CR Serrature	: €. 29 001 HT	€. 30 289 HT

Sur la base des informations fournies par la société S.F.P.I. S.A. et de nos propres analyses, nous pouvons vous indiquer que le montant des honoraires facturés par S.F.P.I. S.A. au groupe Securidev est cohérent avec les coûts exposés pour la direction et la gestion des sociétés du groupe Securidev par S.F.P.I. S.A.

KPMG Audit Paris Centre

Nahid Sheikhalishahi
Associée

Jean-Pierre Valensi
Associé

5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Etabli en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'administration de la Société

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société SECURIDEV SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre Société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la Société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de Commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et,
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de Commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

I. Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

II. Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 26 avril 2013, les Commissaires aux Comptes :

KPMG Audit Paris et Centre

Nahid Sheikhalishahi
Associée

Jean-Pierre Valensi
Associé

Deloitte & Associés

Philippe Soumah
Associé

7. Projets des Résolutions à l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2013

Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Première résolution

Modification de la durée du mandat des administrateurs

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration, décide de réduire à trois (3) années la durée du mandat des administrateurs. Cette nouvelle durée s'appliquera aux nominations et aux renouvellements de mandats d'administrateurs à venir.

Deuxième résolution

Modification corrélatrice du paragraphe 2) de l'article 14 « Conseil d'administration » des statuts

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, décide en conséquence de la première résolution, de modifier le paragraphe 2) de l'article 14 des statuts « Conseil d'administration », comme suit :

« La durée des fonctions des administrateurs est de trois (3) années. Ils sont toujours rééligibles ».
Le reste du paragraphe demeure inchangé.

Résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

Troisième résolution

Approbation des comptes annuels de l'exercice ; quitus aux administrateurs

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion et d'activité du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés et faisant ressortir un bénéfice net de 6 792 259 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumés dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

L'Assemblée générale ordinaire prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, au regard de l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

Quatrième résolution

Affectation du résultat de l'exercice ; mise en paiement du dividende

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, approuve la proposition d'affectation du résultat qui lui a été présentée par le Conseil d'administration.

En conséquence, le bénéfice de l'exercice s'élevant à 6 792 259 € est affecté de la manière suivante :

Origine :

- Résultat de l'exercice : 6 792 259 €

Affectation :

- Dividende : 3 054 940 €, prélevé sur le résultat de l'exercice, soit 1,25 € par action
- Compte Report à nouveau : 3 737 319 €, dont le solde créditeur d'un montant de 31 774 843 € sera porté à 35 512 162 €.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement le 13 juin 2013.

Conformément à la loi, les actions qui seront détenues par la Société à la date de mise en paiement du dividende ne donneront pas droit au dividende.

L'Assemblée générale ordinaire prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice	Dividende	Dividende par action
2009	977 580,80 €	0,40 €
2010	3 665 928 €	1,50 €
2011	3 665 928 €	1,50 €

Cinquième résolution

Attribution de jetons de présence

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, fixe le montant des jetons de présence du Conseil d'administration à la somme de 10 000 euros.

Sixième résolution

Approbation des conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, autorisés au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions et engagements qui y sont mentionnées.

Septième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion et d'activité du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2012 tels qu'ils ont été présentés faisant ressortir un résultat net des entreprises consolidées de 6 673 K€, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport de gestion et d'activités.

La part nette Groupe après intérêts des minoritaires ressort à 6 708 K€.

Huitième résolution

Nomination d'un nouvel administrateur

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, décide de nommer Monsieur Hermann RÖSER demeurant à Königstrasse 16 a - Vermelskirchen (42929) en Allemagne, en qualité d'administrateur, pour une période de trois années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera en 2016 sur les comptes de l'exercice clos en 2015.

Neuvième résolution

Pouvoirs en vue des formalités

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du procès-verbal de la présente assemblée en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

Une activité organisée autour de Trois domaines d'activité 2 branches

Grand Public

PICARD
Depuis 1720 SERRURES

métalux
SERRURES ET SYSTÈMES DE VERROUILLAGE

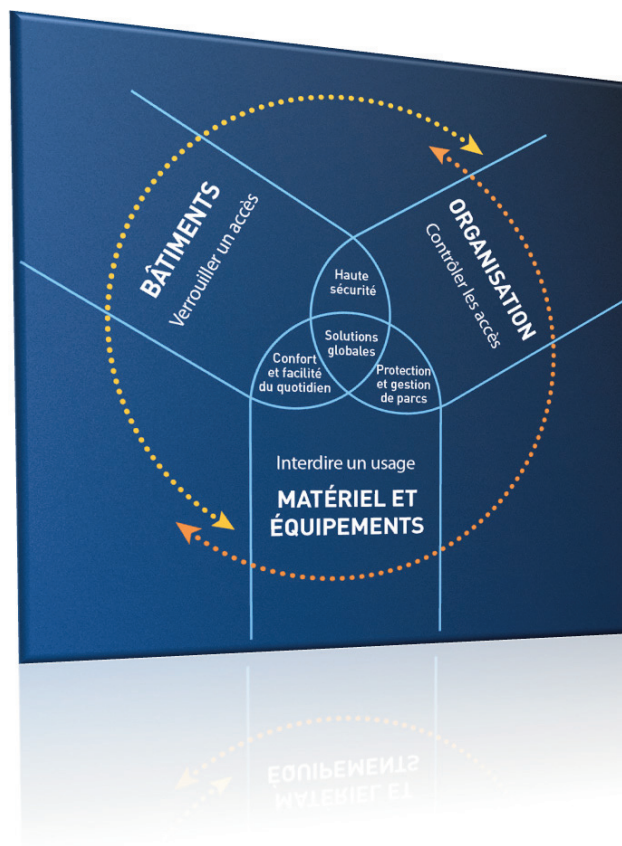
CR
SERRATURE

TITAN

**EURO
ELZETT**

m

UCEM
Schlossermeister der Baugewerke



Professionnelle

dény
FONTAINE

DOM
SICHERHEITSTECHNIK

RONIS
www.ronis.fr



20, rue de l'Arc de Triomphe
75017 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 46 22 09 00

Fax : +33 (0) 1 46 22 99 18



www.securidev.com